



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

PIGE PRESSE

Du 12 au 16 mai 2025

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)

Sommaire

- I. Actualité nationale
- II. Actualité internationale
- III. Vie étudiante
- IV. Actualité syndicale
- V. Actualité UN-CHK
- VI. Agenda
- VII. Opportunités
- VIII. Kudos





ACTUALITE NATIONALE



L'édition 2025 du Concours des Talents Mathématiques célèbre l'excellence scolaire



La ville de Tambacounda a vibré au rythme de l'excellence académique lors de l'édition 2025 du Concours des Talents Mathématiques, une initiative

portée par le bureau genre de l'Inspection de l'Éducation et de la Formation (IEF). Cet événement a mis en lumière les compétences de 28 élèves issus des classes de CM2 et de 3e, sélectionnés pour leurs brillants résultats en mathématiques.

La cérémonie de distinction a récompensé 10 lauréats par cycle, avec un classement honorifique incluant un roi, une reine, deux princes et deux princesses, dans chaque ordre d'enseignement. Ce format symbolique vise à valoriser le mérite, tout en insufflant une dimension ludique et motivante à la compétition scolaire.

Selon Madame la responsable du bureau genre, cheville ouvrière de cette initiative, « le concours a été lancé en 2015 dans le but de récompenser les meilleurs élèves en mathématiques, à travers une cérémonie de couronnement qui célèbre non seulement la réussite académique, mais aussi l'engagement et l'effort. »

L'événement s'inscrit dans une dyna-

mique de promotion de l'éducation inclusive, avec un accent particulier mis sur l'égalité des chances entre filles et garçons. Il s'agit, comme l'a souligné l'organisation, de contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques de l'État en matière d'éducation, en encourageant notamment les filles à s'illustrer dans les disciplines scientifiques.

La cérémonie, empreinte de fierté et d'enthousiasme, a été marquée par la remise de prix symboliques, dans une ambiance festive et pédagogique. Les familles, enseignants et partenaires éducatifs présents ont salué l'initiative, qui constitue un levier de motivation pour les jeunes apprenants.

En célébrant l'intelligence et la rigueur mathématique, Tambacounda réaffirme ainsi son engagement pour une éducation de qualité, équitable et inspirante.

Lamine Kanté

Le défi du numérique au menu des Journées culturelles et sportives

« L'école face au défi du numérique ». Tel est le thème choisi par le collège Saint-Gabriel de Thiès à l'occasion de ses Journées culturelles et sportives lancées le samedi dernier en présence d'un parterre d'anciens pensionnaires et des autorités administratives locales.

THIÈS - Le rôle de l'enseignant et la place des élèves pour relever le défi du numérique ont été au cœur du débat lors de l'ouverture des Journées culturelles et sportives du Collège Saint-Gabriel de Thiès, le samedi 10 mai. L'événement marqué par la présence d'anciens pensionnaires comme l'actuel ministre de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, Birame Soulye Diop, avait pour thème : « L'école face au défi du numérique ». Introduisant les débats, Khadija Coulibaly, la conférencière du jour, a invité les établissements scolaires à évoluer afin de s'adapter aux défis du numérique. Selon l'ingénieur de réseau en informatique, cette mutation ne peut se faire sans qu'il y ait, au préalable, une formation adaptée et une vraie reconnaissance du rôle de

l'enseignant dans la transition numérique. « Au-delà des enjeux immédiats, la question du numérique pose une réflexion plus large : quelle école voulons-nous pour demain ? a-t-elle indiqué. Mme Coulibaly a parié sur une école capable de s'adapter aux évolutions technologiques, mais sans perdre de vue ses missions fondamentales à savoir : « transmettre des savoirs, former des esprits critiques, éveiller la curiosité, favoriser l'épanouissement de chacun ». Toutefois, elle attire l'attention sur la nécessité de faire en sorte que le numérique ne remplace pas le lien humain entre un professeur et ses élèves. Pour elle, il doit rester un outil au service de la pédagogie et non l'inverse. « Il faut donc trouver l'équilibre entre tradition et innovation, entre écran

et papier, entre autonomie numérique et accompagnement humain », a-t-elle préconisé.

Le directeur du Collège Saint-Gabriel, le Frère Maurice Birane Diouf a salué le choix de ce thème. Il estime que le numérique offre des opportunités, mais présente aussi des menaces. Son utilisation, selon M. Diouf, ne doit pas remplacer les relations humaines bien au contraire. Il doit promouvoir le respect de la dignité des personnes tout en les aidant à faire face aux défis de leurs temps.

Le ministre de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, Birame Soulye Diop, a exprimé son émotion de retrouver cet établissement qui a façonné ses rêves, ses convictions et sa destinée. L'ancien pensionnaire de Saint Gabriel a profité de l'occasion pour magnifier la compétence des enseignants de cet établissement, leur générosité et leur passion à transmettre le savoir.

El Hadj Mbaye Saïr **DIAKHATE**
(Correspondant)

Le Soleil
12 mai 2025

■ CÉLÉBRATION DES 19 ANS
DE L'UNIVERSITÉ CHEIKH
AHMADOU BAMBA

Plaidoyer pour une éducation inclusive ancrée dans les valeurs islamiques

La célébration des 19 ans d'existence de l'Université Cheikh Ahmadou Bamba (Ucab), hier, à Dakar, a permis de mettre en lumière son approche pédagogique distinctive. L'institution d'enseignement supérieur privée allie formation inclusive et engagement en faveur du développement.

Le Centre international du commerce extérieur du Sénégal (Cices) a vibré, hier, au rythme de la célébration du 19e anniversaire de l'Université Cheikh Ahmadou Bamba (Ucab). La rencontre a été une occasion pour souligner l'originalité de la formation dispensée par cette université privée, qui s'appuie sur une approche à la fois inclusive et profondément ancrée dans les valeurs islamiques et les enjeux de développement.

Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, a d'emblée souligné l'impératif de magnifier les actions des figures spirituelles marquantes de notre histoire comme celles de Cheikh Ahmadou Bamba et de ses héritiers. Il a mis l'accent sur la vision d'un système éducatif efficient qui « conjugue harmonieusement une bonne dose d'intelligence cognitive avec les non

moins indispensable intelligence émotionnelle et l'éducation aux valeurs ». De son point de vue, a-t-il renseigné, cette approche se révèle essentielle pour former des citoyens enracinés dans leur environnement, des « patriotes » animés par la capacité de concevoir et de mener à bien des projets ambitieux. « Sans passion, on ne peut rien faire de grand », a-t-il affirmé avec conviction.

Le ministre a réitéré le soutien indéfectible de l'État à ces initiatives éducatives porteuses de sens. Dans cette perspective, il a annoncé la tenue prochaine des assises nationales des « daara » qui, selon lui, marqueront une reconnaissance officielle de « l'incalculable héritage spirituel et culturel que ces institutions représentent pour la Nation ». « À côté du gisement d'or, de pétrole, nous avons ce gisement extrêmement important à savoir la



Le président de l'Ucab, Mame Mor Mbacké (3e à partir de la gauche), entouré de personnalités dont le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy (4e), et le Dg de la Sspp Le Soleil, Lamine Niang (1er).

richesse immatérielle du patrimoine spirituel sénégalais », note le ministre.

Son collègue de la Microfinance et de l'Économie solidaire, Alioune Dionne, a rassuré les apprenants de l'engagement de l'État en faveur du développement de la finance islamique. Le président de l'Université Cheikh Ahmadou Bamba, Serigne Mame Mor Mbacké, a rappelé la genèse de cette institution fondée dans la perspective de prolonger l'œuvre de Cheikh Ahmadou Bamba. Il s'est félicité de voir sa « modeste vision pour l'avenir devenir une réalité tangible, à travers la maîtrise des langues, le savoir, la foi et la connaissance moderne des étudiants ». Cela représente une avancée vers l'objectif souhaité par l'État : « former un être hu-

main pur, érudit dans les sciences contemporaines ». Serigne Mame Mor Mbacké a, par ailleurs, insisté sur le caractère unique de l'Ucab et de ses écoles

affiliées, les décrivant comme étant des établissements de savoir et des lieux d'échange scientifique.

Pathé NIANG

Le Soleil du 12 mai 2025

Foo nekk foofu la



ÉDUCATION

L'université Cheikh Ahmadou Khadim forme son personnel à l'assurance-qualité

L'Université Cheikh Ahmadou Khadim (UCAK) de Touba a abrité pendant deux jours (10-11 mai), une session de formation destinée à renforcer les capacités de son personnel sur les enjeux de l'assurance-qualité. Cette formation, animée par une équipe de l'Autorité nationale d'assurance qualité de l'enseignement supérieur (ANAQ-SUP), entre dans le cadre du processus d'habilitation institutionnelle dans laquelle l'UCAK s'est engagée depuis le mois de janvier dernier, a indiqué dimanche son recteur lors de la cérémonie de clôture.

Elle vise également à « doter les acteurs internes de l'université des compétences nécessaires à l'élaboration des rapports d'auto-évaluation et à la gestion future des processus d'assurance qualité et d'accréditation », a indiqué le professeur Lamine Guèye.

Il a rappelé que selon la réglementation en vigueur, « la reconnaissance d'un diplôme nécessite l'habilitation de l'établissement qui le délivre ainsi que l'accréditation du programme concerné ». « Le critère de reconnaissance des diplômes au Sénégal et à l'étranger, c'est l'assurance qualité. D'où l'importance pour nous de préparer ces procédures afin que nos diplômés soient reconnus ici et ailleurs », a expliqué l'ancien secrétaire exécutif de l'ANAQ-SUP.

L'université Cheikh Ahmadou Khadim de Touba a entamé « une nouvelle ère », avec la nomination récemment d'une « nouvelle équipe dirigeante de haut niveau », sur laquelle cette institution compte s'appuyer pour renforcer son ambition académique. C'est dans ce contexte que le professeur Lamine Guèye, ancien recteur de l'université Alioune Diop de Bambey, a été porté au mois de mars dernier à la tête de celle de Touba dont il va conduire la « transformation ».

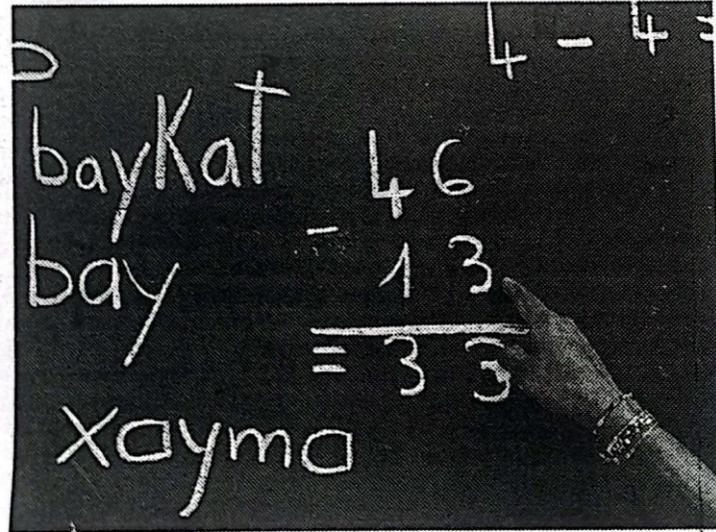
À ses côtés, l'historien Ibrahim Thioub, ancien recteur de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), de 2014 à 2020, hérite du poste de vice-recteur chargé de la recherche et du partenariat. Le professeur de sociologie des médias à l'université Gaston Berger de Saint Louis, Mor Faye, en ce qui le concerne, occupe le poste de vice-recteur chargé des études.

L'ÉTAT ET SES LANGUES NATIONALES

Quels choix pour l'avenir ?

Le Grand Théâtre Doudou Ndiaye Coumba Rose organise le 15 mai une table-ronde sur les langues nationales. Les objectifs de cette table-ronde tournent autour de cinq points. Il s'agit d'engager une réflexion collective sur les choix possibles en matière de langues officielles au Sénégal, d'identifier les atouts et les limites de chaque scénario : une langue officielle, deux langues officielles (lesquelles), ou plusieurs langues nationales co-officielles, en plus du français, d'éva-

luer la faisabilité pratique et financière d'un changement de statut des langues nationales (matériel didactique, formation des agents, traduction des lois, etc.), réfléchir sur le rôle des langues transfrontalières comme le pulaar dans une politique linguistique inclusive et ouvrir un débat citoyen, en langue nationale, sur les impacts culturels, éducatifs, économiques et politiques du choix à faire de la ou des langues officielles, au Sénégal.



Six sous-thèmes seront proposés autour du thème général « L'État et ses langues nationales : le cas du Sénégal » pour animer les débats. Il s'agit de « Langues et officialisation au Sénégal : quels choix pour l'avenir ? » « Une (1) langue officielle ? Deux (2) langues ? Plusieurs ? Et selon quels critères ? », « L'officialisation d'une langue nationale aux côtés du français mettrait-elle en péril les autres ? », « Quels bénéfices concrets en matière d'éducation, d'administration, d'économie ? » et enfin « Quel avenir pour le français au Sénégal ? »

Contexte et justification

Selon le document de référence de la table-ronde rendu public par le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, le Sénégal est riche d'un patrimoine linguistique exceptionnel avec environ vingt-cinq (25) langues nationales reconnues dont une langue véhiculaire, le wolof, et quelques grandes langues transfrontalières telles que le wolof, le pulaar, le mandinka. « Dans les faits, le wolof joue aujourd'hui un rôle central dans la communication interethnique et dans les médias, mais la langue

officielle reste le français – langue héritée de la colonisation – utilisée dans l'administration, l'école et les instances officielles », indique la note.

Et de poursuivre : « Des questions se posent avec acuité : peut-on – et doit-on – aller vers l'officialisation d'une ou de plusieurs langues nationales, en plus du français ou sans le français ? Faut-il reconnaître officiellement une seule langue nationale aux côtés du français (par exemple le wolof), ou plusieurs langues officielles qui reflètent la diversité du pays et les réalités transfrontalières ? Comment penser cette transition sur les plans pratique, institutionnel, budgétaire et organisationnel, sans générer de marginalisation linguistique ou de tensions sociales ? »

Autant de questions auxquelles vont tenter de répondre les nombreux panelistes prévus à cet effet et qui auront comme modérateurs M. Ousmane Lo et Mme. Ndeye Codou Fall.

M. Babacar Diop Buuba – Expert (Histoire générale du Sénégal), Mme Ndiémé Sow – Sociolinguistique, Université Amadou Mahtar mbow de Diamniadio M. Souleymane Niang – Université de Bambey, M. Faye Mamadou – Inspection d'Académie de Fatick, M. Moussa Sagna – Maître de conférences titulaire, spécialiste en littérature comparée, M. Papa Ali Diallo – Linguiste, Université Gaston Berger de St Louis sont les panélistes attendus au Grand Théâtre

B. Simon Faye

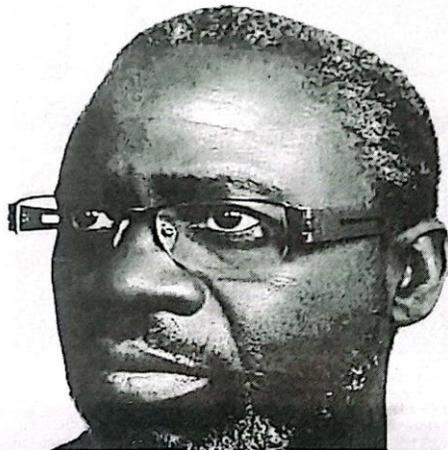
TÉLÉPRÉSENCE

Le nouveau contrat social en contexte de rattrapage numérique

L'incompréhension et l'implicite de la téléprésence révèlent un déphasage sociotechnique manifeste. En tant que phénomène sociotechnique, la téléprésence engage des régimes de représentation, d'interaction et de symbolisation qui ne sont pas encore assimilés par les structures sociales existantes (Lévy, 2000 ; Moussa Sarr, 2019). Ce que nous, sociologues, appelons la médiation technique se traduit ici par une réduction de la présence à un faisceau de signes instrumentalisés, déconnectés de l'épaisseur symbolique du lien social incarné (Latour, 2005 ; Licoppe, 2004). La communication par téléprésence déplace, voire dissout, la matière relationnelle que sont le regard, le souffle, le silence, la proximité (Hall, 1966). Ce glissement entraîne un trouble perceptif et interactionnel, souvent indécible, mais profond, qui met en lumière l'impensé culturel de nos usages numériques (Mbembe, 2016 ; Miller et al., 2016).

L'émergence du cyberspace en tant qu'espace d'agir à distance sans la pleine reconnaissance des implicites socioculturels propres aux contextes africains rend encore plus visible ce déphasage (Adeya, 2002 ; Dei, 2004). Les traditions de la palabre, de la transmission par le corps, de la mémoire orale et de la proximité physique ne trouvent que difficilement leur équivalent dans les dispositifs actuels de téléprésence (Niane, 1960 ; Sarr, 2019). L'incompréhension naît alors d'une asymétrie cognitive : les technologies supposent des compétences interactionnelles nouvelles, mais ces compétences ne sont ni formalisées, ni partagées à échelle égale (Hofstede, 2001 ; Hannerz, 1992). Cette fracture cognitive est aggravée par une fracture symbolique : les référentiels culturels n'ont pas encore produit les métaphores, les rituels ni les dispositifs d'encadrement qui permettraient d'habiter ces nouveaux espaces d'échange avec sens et maîtrise (Diagne, 2013).

Dans les pays africains en quête de souveraineté numérique, cette situation est critique (Tandia, 2020). La téléprésence est souvent réduite à une technologie d'importation, déployée sans enracinement culturel ni autonomie technique (Miller & Slater, 2000 ; Sarr, 2021). L'économie de la présence à distance est ainsi dominée par des plateformes globales qui imposent leur architecture, leur épistémologie, leurs normes implicites (Coulidry & Mejias, 2019). Cette hégémonie technique se double d'une domination cognitive : les langues africaines sont marginalisées, les logiques communautaires sont dis-



soutes dans des modèles individualistes, et les filières locales de formation sont insuffisamment mobilisées pour penser l'interaction numérique dans ses spécificités (Wiredu, 1996 ; Sarr, 2023). La téléprésence ne peut être réduite à un simple instrument. Elle transforme le régime de la socialité et, ce faisant, exige une réponse politique, symbolique et culturelle.

Face à ce constat, il est urgent d'imaginer un nouveau contrat social adapté au monde numérique (Benhabib, 2011 ; Sarr, 2020). Ce contrat ne saurait être une simple déclinaison des chartes éthiques occidentales. Il doit être pensé depuis les territoires, les histoires, les langues et les aspirations des peuples africains (Nyerere, 1968 ; Appiah, 1992). Ce contrat social numérique devrait être fondé sur quatre piliers : la souveraineté cognitive, la capacité technologique, l'inclusion éthique, et la pertinence culturelle (UNESCO, 2021 ; Sarr, 2024). La souveraineté cognitive suppose que les sociétés puissent produire leurs propres catégories de pensée pour décrire et encadrer les transformations numériques (De Sousa Santos, 2007). Elle implique la mobilisation des savoirs endogènes, des cosmologies locales, et des modes d'expression ancrés dans les langues nationales (Oyewumi, 1997). La capacité technologique désigne l'aptitude à maîtriser les infrastructures, à concevoir des outils adaptés et à s'affranchir des dépendances structurelles (Munyua, 2000). L'inclusion éthique renvoie à la nécessité de penser la jus-

te numérique, c'est-à-dire l'accès, l'usabilité, la capacité d'agir et la représentation équitable des différents groupes sociaux (Fricker, 2007 ; Noble, 2018). Enfin, la pertinence culturelle impose de développer des interfaces, des usages et des représentations qui résonnent avec les imaginaires collectifs locaux (Mudimbe, 1988).

Le cas du Sénégal illustre avec acuité les tensions et les potentialités de cette mutation (Sagna, 2020). Le Plan Sénégal Numérique 2025 affirme une volonté politique de structuration de l'économie numérique et de réduction de la fracture (Ministère de l'Économie Numérique, 2016). Il mise sur des infrastructures locales, la formation des jeunes, la création de contenus africains, et la dématérialisation des services publics. Cependant, cette ambition se heurte à des contraintes multiples : pénurie de ressources humaines qualifiées, dépendance à des technologies exogènes, difficultés de mise en œuvre réglementaire, et surtout, un manque de synchronisation entre les avancées techniques et les transformations culturelles nécessaires (Diop, 2022). Les initiatives de formation aux compétences numériques ne prennent pas toujours en compte les prérequis symboliques des usagers : leurs représentations de la machine, de la présence, de l'identité et de l'altérité (Sarr, 2023).

Il s'agit donc d'aller au-delà de l'accès à la technologie pour penser l'accès au sens. Car le vrai défi de la téléprésence est herméneutique : comment inter-

prêter une présence sans corps, comment traduire des signaux affaiblis dans des contextes de forte symbolisation ? (Turkle, 2011 ; Zuboff, 2019). Les réponses à ces questions ne peuvent être uniquement techniques ou même juridiques. Elles doivent être sociales, culturelles, philosophiques. La téléprésence interroge les catégories fondamentales de l'être-ensemble, du vivre-ensemble, de la co-présence (Goffman, 1963 ; Habermas, 1984). Elle exige de nouvelles formes d'attention, de nouveaux dispositifs de reconnaissance, de nouvelles économies de l'interaction.

Ce travail de refondation du lien social à l'ère numérique est un enjeu stratégique pour les pays africains (Sarr, 2022). C'est à travers cette refondation que pourra émerger une véritable souveraineté numérique, qui ne se réduit pas à la possession de serveurs ou de logiciels, mais qui engage une capacité à penser, nommer, réguler et partager les usages numériques selon ses propres valeurs (Ngugi wa Thiong'o, 1986 ; Achebe, 1975). Cette souveraineté passe aussi par la décolonisation des imaginaires techniques : il ne suffit pas de consommer les technologies des autres, il faut pouvoir se projeter dans ses propres mondes possibles (Escobar, 2018). Dans cette perspective, la téléprésence ne doit pas être subie comme une réduction de la relation, mais réinventée comme une opportunité de réinvention sociale.

Ce nouvel espace d'expérimentation appelle à la création de laboratoires d'interprétation sociale, de chaires de recherche, de collectifs transdisciplinaires qui mêleraient anthropologues, sociologues, designers, philosophes, codeurs, conteurs (Sarr & Calof, 2024). Il ne s'agit pas simplement d'accompagner le changement, mais de le penser en acteur, depuis l'Afrique, pour l'Afrique, et avec le monde. Car ce décalage entre les usages et les cadres n'est pas propre au continent africain, mais il y prend une intensité particulière, du fait de la double transition numérique et postcoloniale.

L'incompréhension et l'implicite de la téléprésence ne doivent pas être vus comme des faiblesses, mais comme des signaux faibles, des appels à penser autrement, à créer des hybridations, à accoucher de formes neuves de lien social (Bhabha, 1994). Il s'agit de donner sens à l'être-ensemble à distance, d'inventer une proximité sans lieu, une solidarité sans contact, une communauté sans cloison. Le contrat social numérique à venir ne sera pas l'adaptation du passé, mais l'émergence d'un futur. Il nous appartient de le penser avec rigueur, imagination et volonté politique. Dans cet effort, l'Afrique peut être pionnière si elle ose articuler ses résistances, ses ressources culturelles et ses stratégies d'autonomisation en un projet sociotechnique globalement pertinent et localement enraciné.

Dr. Moussa Sarr, Post-Doc en ingénierie de la connaissance. Chercheur principal Lachine Lab L'Auberge Numérique

18 lycées au Concours national interclubs scientifiques

L'association d'appui à la science et aux technologies de l'information et de la communication (AASTIC) a tenu ce week-end la 9e édition de la JDAS (Journées d'animation scientifique). D'après le président de l'Aastic, Oumar Ly Ba, cet événement organisé chaque année, vise à stimuler l'intérêt des élèves du secondaire pour les sciences, le numérique et l'innovation à travers un concours interclubs, des formations, des expositions. Il précise que sur un échantillon de 63 établissements en phase nationale, 18 lycées ont été retenus. «Il faut que l'établissement ait un club scientifique fonctionnel», précise Oumar Ly Ba. A l'en croire, ces établissements vont concourir sur huit épreuves technico-pédagogiques en relation avec le thème retenu : «Souveraineté alimentaire du Sénégal : Application de l'intelligence artificielle pour une transformation agricole». Il met en lumière les enjeux de l'agriculture intelligente, de la sécurité alimentaire et du rôle central des jeunes dans la transformation scientifique du Sénégal. «Je précise d'ailleurs qu'après l'autorisation du ministère de l'Éducation nationale, nous avons démarré une tournée nationale visant à former les clubs scientifiques de ces lycées présélectionnés», ajoute le président de l'Aastic. Il rappelle aussi que la JDAS 2025 s'inscrit dans une dynamique citoyenne, inclusive et tournée vers l'avenir, avec le soutien de nombreux partenaires publics et privés, dont le ministère de l'Éducation nationale pour le développement du numérique éducatif et surtout de promouvoir les matières scientifiques dans les établissements.



Université numérique CHEIKH HAMIDOU KANE

Le Témoin
12 mai 2025

L'Evidence
12 mai 2025

Too nekk foofu la

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

RENTREE ACADEMIQUE DE L' UFR / SJP DE L'UGB

Boubacar Camara plaide pour des échanges intergénérationnels

(Correspondance) - Ce weekend, le nouveau ministre, Secrétaire général du gouvernement, Boubacar Camara était dans le nord du pays, plus précisément à l'Université de Saint-Louis. Il a tenu en haleine les étudiants, professeurs et autres invités, à l'occasion de la rentrée académique de l'Unité de formation et de recherches / Sciences juridiques et politiques (Ufr/Sjp) de l'Université Gaston Berger (Ugb). Introduisant la leçon inaugurale, dont le thème, «*les enjeux de la transmission intergénérationnelle dans le renforcement des capacités de la communauté estudiantine*», M. Camara a insisté sur les enjeux de la transmission intergénérationnelle pour la communauté estudiantine.

Face à l'assistance, le successeur de Al Aminou Lo affirme que les anciens doivent s'ouvrir aux jeunes. Poursuivant, il souligne que les deux parties gagneraient à briser

les cloisons en vue de se réajuster à l'aune des valeurs. Pour l'inspecteur général d'Etat, il est surtout question de construire un pont entre les jeunes et leurs devanciers, afin que les savoirs, les comportements, les connaissances qui constituent la sève nourricière de notre société, leur soient légués par des canaux formalisés.

Ainsi, espère l'ancien candidat à la présidentielle de 2024, les jeunes seraient mieux armés dans «*ce monde qui bouge et qui réserve beaucoup de surprises, parfois très mauvaises*». «*Nous nous sommes engagés dans cette entreprise de sensibilisation pour que les échanges intergénérationnels puissent se faire*».

En compagnie du recteur de l'Université de Saint-Louis, du directeur de l'Ufr/Sjp, du directeur du Crous, Boubacar Camara dit avoir «*constaté la perte des valeurs due à un déficit d'échanges*».

Gabriel BARBIER

Walf Quotidien
12 mai 2025

Les alternatives à la punition physique

Faut-il recourir à la punition pour exhorter les enfants à la discipline et à la rigueur ? Si cette question suscite des réactions diverses, elle dégage une position commune chez les éducateurs : les punitions physiques n'ont jamais produit les effets escomptés. Ils reconnaissent les limites de la violence éducative et proposent des alternatives pour façonner un citoyen modèle.

► Par Matel BOCOUM

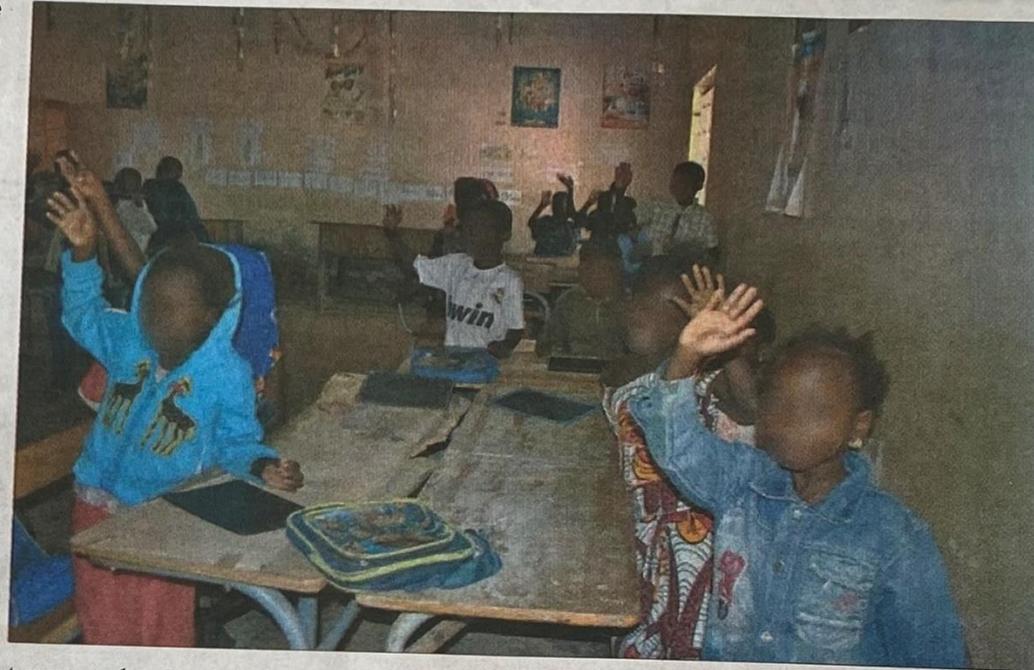
L'avènement des nouvelles technologies de l'information pousse de plus en plus les parents à s'interroger sur le type d'éducation à choisir pour bâtir un citoyen modèle. Nombreux sont ceux qui craignent rater le coche avec une perte en vitesse de l'éducation dite traditionnelle. Celle-ci se fondait généralement sur la violence dite éducative. Elle est présentée, par les experts, comme cette violence physique et ou verbale, partie intégrante de l'éducation à la maison et dans tous les lieux de vie de l'enfant. Mais pour des éducateurs que nous avons contactés, les mutations sociales imposent de nouvelles règles aux parents.

Ibrahima Samba, professeur de français au lycée d'excellence, le Prytanée militaire de Saint-Louis (Pms), confirme cet état de fait. « Il est clair qu'aujourd'hui, le système éducatif interdit cela parce que la relation pédagogique ne doit pas aller jusqu'à toucher le corps de l'enfant ; que ce soit dans le sens d'une caresse sur la joue ou sur toute autre partie du corps ; que ce soit dans le sens d'une gifle ou bien d'un pincement sur le corps de l'enfant qui est sacralisé par les nouvelles lois et les nouvelles règles », explique-t-il. La pédagogie, fait-il

savoir, doit se faire dans une façon de conduire l'enfant vers le savoir, le savoir-faire, savoir-être et non de manière violente. « Évidemment, le pédagogue a les moyens, comme le parent, d'user de certaines formes de privation, certaines formes de menace, etc. Mais, il ne peut plus en tout cas utiliser la violence contre l'enfant, même si c'est pour l'amener vers des situations meilleures », note M. Samba.

Sa position est partagée par Amy Cissé, coach de vie, par ailleurs militante des droits des enfants. Elle précise d'emblée qu'il n'y a pas d'éducation standard. « Nous devons accepter notre imperfection en tant que parents et revoir notre copie. Nous voulons tous des enfants parfaits, mais ce n'est pas possible, cela n'existe pas. Il faut s'atteler à développer le sens de l'écoute et à créer des liens avec eux pour une communication fluide. La violence est une atteinte à la dignité de l'autre, elle est contreproductive. Nous avons la fâcheuse habitude de nous déverser sur nos enfants quand on a des soucis ailleurs », soutient-elle.

Enseignant de formation et ancien secrétaire exécutif du bureau Afrique de la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement (Fise), Djibril Gningue préconise des solutions adaptées aux



temps actuels. « Je pense que c'est passé de mode de frapper les enfants, il faut miser sur le sens de l'écoute, la bienveillance, l'éducation par les valeurs familiale et sociale, en l'absence de l'éducation morale et de l'éducation civique à l'école, qui existait jusqu'à une période récente », relève Djibril Gningue. Au niveau des familles, soutient-il, il y avait une éducation morale qui faisait appel aux différentes valeurs, la violence était brandie comme une sorte de mise en garde, mais elle n'était pas systématique.

Celle-ci, précise M. Gningue, est devenue une alternative quand il

y a eu défaillance à ces niveaux. « Cela n'a jamais donné les résultats attendus d'autant plus que la rue et les réseaux sociaux ont pris le relais », estime M. Gningue. Pour lui, comme pour le Dr Massamba Guèye, la violence a toujours constitué l'ultime recours dans les sociétés africaines. « Nous ne sommes pas une société violente avec les enfants, nous sommes une société de correction (douma en wolof) est différent de (dor ou frapper). On passe toujours par toutes les étapes avant de frapper légèrement l'enfant. On utilise généralement les brindilles de balai à la place du bâton ou de

la cravache pour ne pas faire mal. Il est même interdit, dans notre culture, de gifler l'enfant. Notre société est faite de sorte que les punitions corporelles sont interdites. Elles se font exceptionnellement ». Il propose, dans ce sillage, les techniques du défunt guide des mourides, le vénéré Serigne Saliou Mbacké. Il disait : « si on doit frapper un seul enfant pour lui enseigner quelque chose, je préfère fermer tous les daaras ». Et le Dr Massamba Guèye d'ajouter : « il avait su créer un environnement bienveillant mais normé, ce qu'il faut faire pour que l'enfant soit conscient de ses limites ».

Les enfants face aux réalités de la digitalisation

La révolution digitale est-elle en passe d'induire une crise des valeurs ? Si l'expérience montre une certaine addiction des parents et des enfants aux réseaux sociaux, cette situation impose, aux yeux des éducateurs, un changement d'attitude pour encourager les enfants à se maintenir dans les dynamiques sociales.

Pour l'enseignant à la retraite, Djibril Gningue, il est impossible de réinventer la roue. « Même si on restaurait l'éducation morale et civique dans les écoles, cela ne suffirait pas. Il faut tenir compte des mutations sociales et développer une approche holistique qui fasse appel à plusieurs paramètres », indique M Gningue. Il considère également qu'il faut repenser le modèle éducatif. « Il est nécessaire de mettre en place des centres ouverts d'éducation à l'image des *spenc* » qui permettraient de trouver des solutions au niveau de la communauté. En Europe, les éducateurs sociaux veillent au grain et jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement de l'enfant. Nous pouvons construire un modèle en partant de nos valeurs et en tenant compte des points de délabération du système éducatif et des réseaux sociaux », poursuit-il.

Massamba Guèye abonde dans le même sens. « La nouvelle génération ne sait pas éduquer, elle a tendance à remettre un télé-

phone à ses enfants pour se reposer, ou les inscrire sur Internet, pour être sûre qu'elle est suppléée. Elle se marie sans être préparée à affronter ses responsabilités. Avant, il y avait des jeux enfantins et des séances d'initiation aussi bien pour les parents que pour les enfants.

Trouver le juste milieu

Il s'y ajoute qu'on n'éduque jamais seul son enfant ». Pour l'écrivain, « il faut réinventer notre rapport avec les enfants, en évitant les deux extrêmes : l'enfant roi qu'on ne redresse pas et l'enfant martyr qui subit tout. Nous devons leur parler très tôt et leur faire confiance. Généralement, le premier mot qu'il découvre est non, celui-ci permet de découvrir le champ d'interdit, c'est une façon de lui apprendre les règles et d'établir un équilibre, même si c'est compliqué ».

Son avis est aussi partagé par Hassane Drabo, ingénieur en pétrochimie et ancien enfant de troupe. « L'éducation n'est pas



et n'a jamais été une question de violence. Elle n'est en définitive, sur la base d'expériences vécues et de proximité, une affaire de communication adossée à de la patience et de la lucidité. Dans notre société contemporaine, le désir de contrôle est si ancré en nous que, nous parents, avons du mal à laisser les enfants regarder le monde avec les yeux de leur époque, à les laisser explorer le monde », déplore-t-il. M. Drabo trouve judicieux d'engager de réels échanges avec les enfants dans un climat apaisé. « Tout ce qui se réalise dans une tectonique à

la violence inouïe n'est pas dans une dynamique progressiste. Voilà l'enjeu. » Le professeur de français Ibrahima Samba est d'avis avec lui. Il pense qu'il est impossible de fermer les yeux sur des réalités actuelles. « Pour la meilleure attitude du parent, de l'éducateur ou du législateur devant l'élève qui est dans un monde particulièrement digitalisé, il faudra faire un état des lieux. Les plus jeunes sont nés dans un espace où, dès leur naissance, tout est centré autour du numérique, autour du digital, autour de l'information multiforme, protéiforme ». Il propose, dans ce

sillage, de trouver le juste milieu et de miser sur un bon dosage. « Il doit se faire de manière très intelligente, de manière très savante, parce qu'il n'est pas possible d'éduquer les enfants que nous avons devant nous, dans nos classes, dans nos rues, dans nos maisons, sans pourtant prendre en charge cette dimension. L'enfant n'est plus dans un monde où il est enfermé autour d'un livre de manière frontale, il est ouvert au monde. Il faut l'aider à aller vers la modernité en prenant en charge ce que les traditions ont donné de meilleur ».

Le Soleil
13 mai 2025

■ LYCÉE JOHN FITZGERALD KENNEDY DE DAKAR

Les opportunités de l'IA et de la Big data expliquées aux élèves

L'association des femmes ingénieures et techniciennes du Sénégal a mis à profit la Journée internationale des femmes dans les technologies de l'information et de la communication (Jiftic) célébrée, hier, pour sensibiliser les élèves du lycée John Fitzgerald Kennedy sur les opportunités de l'intelligence artificielle et de la Big Data.

À l'image de la communauté internationale, l'association des femmes ingénieures et techniciennes du Sénégal a célébré, hier, la Journée internationale des femmes dans les technologies de l'information et de la communication (Jiftic). L'évènement, tenu au lycée John Fitzgerald Kennedy, a été marqué par des panels sur l'enseignement des sciences et des technologies. Les femmes ingénieures et techniciennes ont saisi l'occasion pour sensibiliser les filles de cet établissement aux métiers de l'intelligence artificielle et de la Data science, appelée encore big data.

Des exemples de femmes inspirantes dans ces domaines ont été présentés aux jeunes filles du

lycée Kennedy. « Elles sont pour la plupart des ingénieures et occupent des postes stratégiques dans de grandes entreprises nationales ou interviennent dans les universités et autres instituts d'enseignement supérieur du pays », a fait savoir Marianne Carvalho, la présidente de l'association. Elle a rappelé que cette journée a été organisée pour sensibiliser les jeunes filles sur la nécessité d'embrasser les matières scientifiques, mais aussi pour leur expliquer les opportunités qu'offrent l'intelligence artificielle et la Data science. « Cette rencontre avec les jeunes filles s'inscrit également dans les activités de sensibilisation, d'information et de formation des jeunes filles pour

qu'elles deviennent des leaders, et des créatrices. Nous en avons profité pour faire savoir aux filles qu'elles peuvent bel et bien réussir dans les sciences et les technologies », a affirmé Mme Carvalho qui appelle à briser le plafond de verre sur ce sujet. « Les métiers de l'intelligence artificielle sont les métiers de demain. L'IA offre des possibilités multiples dans les domaines de la médecine, de l'enseignement, de l'agriculture, de la recherche, entre autres », a indiqué Marianne Carvalho.

Venues en grand nombre, les élèves du lycée ont saisi l'occasion pour interagir avec leurs aînées et profiter au maximum de leur expérience à travers leurs carrières professionnelles. « Nous avons beaucoup appris de nos panélistes qui sont, pour nous, des modèles de réussite et de persévérance », a fait savoir Mariama Barry, élève en classe de 3e.

Pape Coly NGOME

Le Soleil
13 mai 2025

EMPLOI DES JEUNES DANS LE NORD

Cinquante jeunes à l'école de l'entrepreneuriat et de l'insertion professionnelle

Cinquante jeunes de la région de Saint-Louis, âgés entre 16 et 25 ans vont être formés du 12 au 14 mai 2025, sur le thème du développement durable et communautaire par l'Association "Senegalese Next Génération of leaders" (SENEGEL), la prochaine génération de dirigeants sénégalais, en partenariat avec JA Africa Boeing.

La formation de ces 50 jeunes de la région de Saint-Louis, âgés de 16 à 25 ans, axée sur le leadership transformationnel, l'entrepreneuriat social et le développement de projets à impact, a démarré ce lundi 12 mai et va se poursuivre jusqu'au mercredi 14 au Centre Mame Fatim Konté de Saint-Louis.

Lors de cette journée inaugurale, il a été noté la présence des structures d'accompagnement des jeunes comme Sénégal Services, la société civile et la commune de Saint-Louis.

Selon l'administrateur de SENEGEL, Pape Sam, l'objectif est de créer de l'emploi pour cinquante mille (50000) jeunes, au bout de trois ans.

"SENEGEL est une association qui travaille pour la promotion de l'emploi des jeunes à travers deux parcours, celui de l'entrepreneuriat et de l'insertion professionnelle.

Ce bootcamp de trois jours va servir de cadre pour échanger et cocréer avec les jeunes et stimuler l'innovation, l'entrepreneuriat et l'impact communautaire chez eux, avec l'accompagnement de partenaires comme le Forum civil, Sénégal Services, le centre Mame Fatim Konté et Avos" a-t-il expliqué.

"L'idée était de sélectionner 50 jeunes entrepreneurs qui seront à la suite de ce bootcamp, accompagnés pendant 8 jours en termes de coaching et de mentoring. Après, il y aura quatre semaines d'apprentissage autonome" a-t-il fait savoir.

L'emploi des jeunes au Sénégal étant une grande problématique, l'administrateur de SENEGEL estime que l'approche utilisée pour régler le problème de chômage des jeunes doit être revue.

Le programme des facilitateurs a été développé



en partenariat avec JA Africa Boeing. loppé en insertion professionnelle et en création d'entreprises.

"Il s'agit de former des jeunes qui sont déjà dans la communauté des demandeurs d'emplois, ou en chômage, leur donner les outils, l'approche, l'accès au réseau et à l'écosystème pour pouvoir les accompagner avec de l'empathie. Il faut savoir que l'État ne peut pas donner du travail à tous les jeunes, d'ailleurs ce n'est pas son rôle, mais il peut créer les conditions de développement de cet écosystème" a-t-il indiqué avant de poursuivre : "Il sera question d'identifier les jeunes entrepreneurs qui seront encadrés à travers une approche de formation et d'accompagnement. Après, il y aura un apprentissage autonome, afin qu'ils puissent développer toutes les idées et compétences vers la création d'entreprises et une insertion professionnelle"

Au cours de cette formation, les facilitateurs vont servir de guide tout au long du

processus, de l'idée jusqu'à la création d'entreprise où à partir de la formation jusqu'à l'insertion professionnelle avec l'utilisation de l'expérience locale et du contexte culturel.

Ils serviront de généralistes pour identifier les besoins des jeunes, ensuite les diriger et les recommander vers les structures partenaires (Sénégal Services, 3Fpt, Anpej, Direction de l'emploi, Avos, Forum civil) qui vont les accompagner.

Pape Sam exhorte la création de chaînes de valeurs pour un accompagnement continue des jeunes.

L'initiateur de cette capacitation des jeunes de la région nord demande aux entreprises qui interviennent auprès des jeunes de coordonner leurs efforts, leur énergie, mais aussi maximiser leurs ressources.

"L'objectif est d'accompagner ces jeunes à trouver de l'emploi ou créer leurs entreprises.

On est là pour créer cet écosystème inter-

connecté, tout en donnant les outils", a confié l'administrateur de Senegalese Next Génération of leaders qui a annoncé que pour cette première phase, trois cent (300) jeunes venant de 5 communes (Saint Louis, Thiès, Kaolack, Keur Massar, Mbour) sont sélectionnés pour suivre cette formation qui va se terminer à la fin de ce mois de mai.

Coumba Gueye, responsable des jeunes de l'Association du mouvement humaniste de Saint-Louis, et facilitatrice à SENEGEL, a déclaré que la formation est venue à son heure et va permettre aux jeunes d'être autonomes et à entreprendre afin d'éradiquer le chômage au Sénégal.

"Je demande aux jeunes à entreprendre au lieu de rester à ne rien faire et essayer de convaincre les autres jeunes à travailler sur la création d'entreprises", a-t-elle soutenu.

Baye Diagne
Correspondant permanent à Saint-Louis

ENTRE MENACES D'EXPULSION ET RETARDS DE SUBVENTIONS

Les étudiants de Kédougou interpellent les autorités

L'Association des élèves et étudiants ressortissants de Kédougou (AEERK) tire la sonnette d'alarme. Selon son président, Fodé Danfakha, les membres de l'association, répartis dans trois immeubles à Dakar, sont menacés d'expulsion pour non-paiement de loyers.

« Nous vivons une situation extrêmement difficile. Nous sommes sommés de quitter les lieux faute de paiement des loyers. Le propriétaire de l'un des immeubles, situé à la rue 39, exige notre départ immédiat en raison de son état de délabrement avancé », déclare M. Danfakha.

Une solution de relogement avait pourtant été trouvée. « Un nouveau contrat a été signé entre la direction des Mines et un autre propriétaire pour un nouveau site. Malheureusement, le paiement tarde à venir. Le propriétaire commence à perdre patience et menace d'attribuer le logement à d'autres lo-

cataires », regrette-t-il.

Le président de l'AEERK rappelle que ces difficultés trouvent leur origine dans une décision du régime précédent. « Depuis que le ministère des Mines a décidé de faire passer les subventions par le Trésor public, les procédures sont devenues lentes et complexes. Le nouveau bureau, que nous représentons, n'a toujours pas reçu la moindre aide depuis notre installation », fulmine M. Danfakha

En plus des loyers impayés pour le nouvel immeuble, des arriérés s'accumulent également pour les trois logements actuellement occupés par les étudiants.

Face à cette situation critique, l'AEERK appelle les autorités locales et administratives à une réaction urgente afin de préserver la stabilité et les conditions de vie des étudiants ressortissants de Kédougou.

Fily Cissokho
Correspondant permanent à Kédougou



AMADY ALY DIENG,

Souvenirs d'un éternel étudiant africain !

"Le livre constitue une victoire des hommes sur le temps et sur l'espace. Le livre peut être transmis des anciennes aux nouvelles générations. C'est un combat de gagner sur le temps destructeur [...] En définitive, le livre est un instrument efficace pour lutter contre la mort. Les écrivains continuaient à vivre parmi les vivants".

Amady Aly Dieng, "Don de ma bibliothèque personnelle à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar", CODESRIA, Bulletin n°1 & 2, 2007, p.42.

Il y a dix ans, nous quittait Amady Aly Dieng, décédé le 13 mai 2015 à Dakar à l'âge de 83 ans. Né le 22 février 1932 à Tivaouane, au Sénégal, il fut un ancien fonctionnaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Dans ses Mémoires d'un étudiant africain, il rappelle : "Je suis né le 22 février 1932 à Tivaouane, la septième gare du chemin de fer Dakar-Saint Louis (DSL) construit en 1885." (Volume 1, De l'école régionale de Diourbel à l'université de Paris, p. 3). Docteur ès sciences économiques, il a enseigné à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il a été parmi les dirigeants de l'Association générale des Étudiants de Dakar (AGED), créée en 1950 et devenue en 1956 l'Union Générale des Étudiants d'Afrique occidentale (UGEAO). Il fut aussi Président de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) pendant deux ans (en 1961 et en 1962).

Amady Aly Dieng est auteur de plusieurs ouvrages sur des thématiques diverses et variées (philosophie, sociologie, économie, histoire, etc.) Il avait une vaste culture scientifique et littéraire. Il était un ami des livres. Son rapport étroit avec le savoir n'était plus à démontrer. Dans le bulletin CODESRIA n°1 & 2, 2007, p. 41, il écrivait : "Dans ma vie militante estudiantine, j'ai appris

à accorder beaucoup d'importance à la fréquentation et à la lecture des livres qui pouvaient nous aider à retrouver les véritables chemins susceptibles de mener nos pays à l'indépendance et à l'unité. Ces livres, à beaucoup d'égards, nous fournissaient les munitions qui nous permettaient de détruire le système colonial. Ils étaient les "armes miraculeuses", pour parler comme Césaire, dont ma génération avait besoin pour vaincre nos oppresseurs."

Le doyen Amady Aly Dieng était un grand intellectuel. Il n'avait pas peur de la solitude et de la singularité. Car pour lui, un intellectuel doit être singulier. Il doit aimer la marginalité et l'individualité pour produire. Ce qui ne va pas de pair avec la culture sénégalaise : "...en Afrique, rappelle-t-il, la société est franchement anti-intellectuelle, car elle est hostile à l'expression de l'individualité. Les Africains sont soumis aux pesanteurs sociales comme les multiples cérémonies familiales, coutumières ou religieuses". (CODESRIA n°1 & 2, 2007, p. 42).

Amady Aly Dieng ne pavanait pas dans les couloirs des universités quoiqu'il ait installé son quartier général sur le campus universitaire de l'UCAD de Dakar, sa seconde demeure. Pour Amady Aly Dieng, l'importance du savoir met en relief

la centralité du livre et de la lecture dans une société où la tradition de l'oralité domine encore. Il ne lisait pas en diagonale. Il abordait les livres avec rigueur et entrait dans les textes avec profondeur. Pour lui, "La lecture littérale des textes écrits qui est très pratiquée dans les sociétés africaines est stérile. Elle est prisonnière des textes, trop fidèle à la lettre des textes. Cette excessive fidélité au texte est une source d'infécondité." (CODESRIA n°1 & 2, 2007, p.43).

En 2007, il a fait don de 1500 livres de sa bibliothèque personnelle à la Bibliothèque Universitaire de Dakar. C'est exceptionnel et symbolique comme geste vis-à-vis de la postérité. À ce propos, il disait : "J'ai choisi de faire don de ma bibliothèque personnelle aux jeunes générations parce que je veux contribuer à ma manière à l'ancrage ici d'une tradition universitaire qui veut que les professeurs dans tous les pays développés lèguent leurs ouvrages à leur mort à des bibliothèques ou à des institutions de recherches." (CODESRIA n°1 & 2, 2007, p. 41). À l'ère d'une civilisation marquée par l'écran, le livre demeure toujours encore un moyen non négligeable pour la formation de l'esprit et la transformation sociale.

Avant de mourir, le doyen Amady Aly Dieng se désolait de la situation de désintéressement de notre peuple



vis-à-vis du savoir, du livre et de la lecture au détriment des activités festives : "Les livres sont aujourd'hui lacérés, déchirés, passés à la lame de rasoir ou volés. Les criminels culturels se multiplient sans qu'on puisse les aligner devant des poteaux d'exécution." (CODESRIA n°1 & 2, 2007, p.43). Il termine son texte en rappelant "Qu'en Côte d'Ivoire, les fonctionnaires et employés ne bénéficiaient pas d'avance Tabaski mais d'avance scolaire. C'est une chose qui doit nous faire réfléchir. Car au Sénégal on privilégie les activités festives. On privilégie le tube digestif au détriment des activités de l'esprit." (CODESRIA n°1 & 2, 2007, p.43).

Il n'a jamais cherché à côtoyer aucun pouvoir, depuis l'indépendance du Sénégal jusqu'à sa mort. Il a su rester libre : libre de ses idées, libre de ses convictions et libre de ses positions, parfois très critiques. C'est dire qu'il est resté égale à lui-même toute sa vie durant.

Il a marqué plusieurs générations

d'étudiants et d'intellectuels sénégalais et africains ; et son héritage intellectuel et syndical continua toujours d'inspirer ceux qui voudraient bien s'abreuver aux valeurs cardinales de dignité, de liberté, de désintéressement dans la quête du savoir, de constance et de fidélité à soi-même dans un écosystème idéologique et intellectuel où la carrière a pris le dessus sur la carrure, les grades et les titres sur la vaste culture générale, l'avoir sur le savoir fondamental.

Le 13 mai 2016, lors du premier anniversaire de son décès, la salle de conférence de la maison d'édition L'Harmattan-Sénégal fut baptisée du nom d'Amady Aly Dieng ; C'était en présence de membres de sa famille, de ses amis, de ses collègues, d'universitaires et de nombreux intellectuels ; une manière d'immortaliser et de rendre hommage à la mémoire de cet éternel étudiant africain. ■

NGOR DIENG
Psychologue conseiller
ngordien@gmail.com

L'université technologique pour porter le PROJET

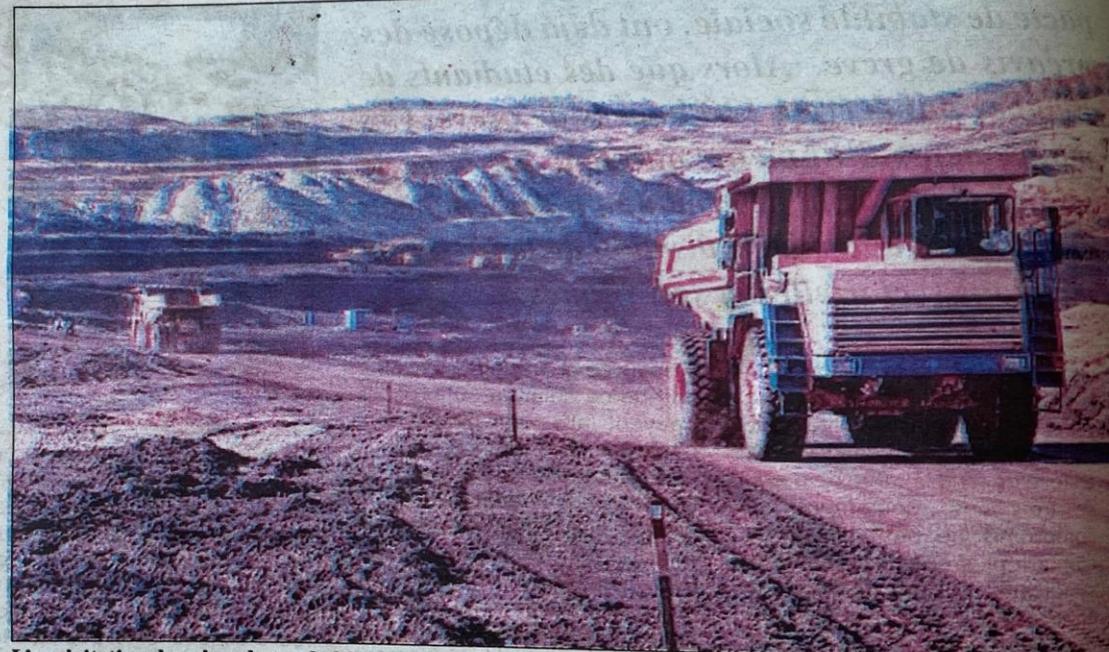
La déconcentration des industriels constitue un des projets phares du pouvoir. C'est dans ce sens que les autorités souhaitent s'appuyer sur l'Université technologique de Matam pour procéder à la transformation des phosphates de la région.

Les autorités étatiques jouent sur le registre de l'industrialisation déconcentrée. D'où la nécessité, selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, Dr Serigne Guèye Diop, de s'appuyer sur l'université technologique de Matam pour transformer le phosphate. Il a annoncé cette nouvelle lors d'un Comité régional de développement (Crd) tenu, samedi dernier, à Matam. «On ne peut pas parler de souveraineté industrielle sans investir dans la recherche, le développement et la formation de nos jeunes aux métiers scienti-

ifiques, techniques et industriels, liés à nos ressources naturelles», a-t-il lancé.

Plusieurs pistes ont été évoquées pour faire de l'Université de Matam un hub technologique et scientifique régional. Ce, à travers la création d'un laboratoire de chimie industrielle appliquée aux phosphates afin de procéder au «lancement d'un programme de recherche sur les engrais et le développement de formations professionnalisantes, allant de l'extraction à la formulation d'intrants agricoles adaptés aux sols sahéliens. «Dans le cadre de ce programme de lancement de l'initiative gouvernementale, un forum, porté par le cabinet en conseils stratégiques, Intelligence Groupe, a également mis en lumière la nécessité de diversifier les profils professionnels dans la chaîne de valeur des phosphates, avec des métiers désormais perçus comme porteurs d'emplois durables et qualifiés pour les jeunes de la région», lit-on dans un communiqué du ministère de l'Industrie et du Commerce.

D'après le document, il a été proposé de mettre en place un «incubateur de projets innovants liés aux phosphates et d'encourager les startups locales à déve-



L'exploitation des phosphates de Matam est au cœur des préoccupations du gouvernement

opper des solutions technologiques adaptées aux réalités du territoire». «Depuis 65 ans, les différents gouvernements n'ont pu impulser un réel développement de l'industrie dans la région, malgré le riche potentiel du phosphate, dont l'exploitation s'est limitée jusque-là, à l'exportation, sans un réel im-

pact sur l'emploi, la fiscalité locale ainsi que la croissance économique régionale», a rappelé Dr. Serigne Guèye Diop.

«Création de milliers d'emplois...»

Afin de tirer davantage de retombées de ses ressources, il a été préconisé de changer la donne. Selon lui, on ne peut pas développer un pays en exportant les matières premières, alors que la vraie valeur ajoutée se trouve dans la transformation indus-

trielle. A l'en croire, la création d'un pôle industriel agricole, agro-alimentaire autour du phosphate, projeté par l'Etat du Sénégal, se traduira aussi par la construction d'un complexe phosphaté. D'après le ministre, «ce projet qui s'inscrit dans la mise en application de nouveaux paradigmes, va permettre à Matam de passer de moins 1 % dans le Pib aujourd'hui à 9 % à l'horizon 2050 avec la création de centaines de milliers d'emplois directs et indirects dans la chaîne de valeur».

Walf Quotidien
13 mai 2025

Déviations lors d'un Fosco

L'Inspecteur d'Académie de Ziguinchor monte au créneau après les déviations notées lors du Fosco de l'École privée laïque Antoine de Padoue de Ziguinchor. Pape Gorgui Ndiaye a même exprimé ses «regret et consternation» suite à «la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos montrant des jeunes filles exécutant des danses à caractère obscène». Il a expliqué que «cet incident est survenu lors de la soirée culturelle organisée le 09 mai 2025 au terrain de Basket du CDEPS de Ziguinchor dans le cadre de la célébration des '72 heures' du Gouvernement scolaire dudit établissement». Il a vivement déploré «ces écarts de com-

portements qui heurtent profondément les valeurs morales et éducatives défendues par l'école»

...L'IA de Ziguinchor réagit

L'IA de Ziguinchor a aussi souligné que «ces dérives sont d'autant plus regrettables dans un contexte où les autorités en charge de l'éducation sont résolument engagées dans le renforcement de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs» à travers la nouvelle Initiative pour une Transformation humaniste de l'Éducation (NITHE)». Face à cette situation, il a annoncé avoir «pris toutes les dispositions, avec (ses) services compétents, pour faire la lumière sur les circonstances ayant conduit à ces agissements inacceptables afin de situer les responsabilités». Par ailleurs, a-t-il conclu : «j'engage les chefs d'établissements à renforcer la vigilance sur les activités initiées par les gouvernements scolaires pour un strict respect des valeurs culturelles et morales».

RENTÉE ACADÉMIQUE À L'UFR SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES DE L'UGB Boubacar Camara pense qu'il faut créer un pont entre les jeunes et les moins jeunes.



L'université Gaston Berger de Saint-Louis a abrité la rentrée académique de l'Ufr SJP 2024-2025 avec une leçon inaugurale assurée par le secrétaire général du gouvernement Boubacar Camara qui était l'invité de cette importante cérémonie.

Boubacar Camara a prononcé sa leçon inaugurale sur le thème 'Les enjeux de la transmission Intergénérationnelle dans le renforcement des capacités de la communauté estudiantine'. A cette occasion il a souligné la nécessité de construire un pont entre les jeunes et les moins jeunes pour la préservation de la paix sociale et le développement économique du pays.. "Je pense qu'il faut construire un pont entre les jeunes et les moins jeunes", a dit M. Camara, faisant notamment allusion à la formalisation de canaux et de comportement qui constituent selon lui "la quintessence de notre so-

ciété". Selon lui, en mettant en place ces ponts entre les générations qu'il préconise, "les jeunes seront mieux armés dans ce monde qui bouge et qui réserve beaucoup de surprises, parfois très mauvaises". Il a exprimé son engagement à mener cette sensibilisation "pour que les anciens soient plus ouverts vis-à-vis des jeunes" qu'il invite à "briser les cloisons qu'il y a entre eux et les anciens". Pour rétablir la communication entre les générations, Boubacar Camara a beaucoup insisté sur la nécessité pour les citoyens de se déconnecter par moments des nouvelles technologies.

"Parfois dans les rencontres, les gens ne se parlent pas et se concentrent sur leur téléphone", a regretté le secrétaire général du gouvernement en appelant à "un usage plus utile de cet outil de communication"

Adama Sall (correspondant)

Vox Populi
14 mai
2025

L'Evidence
14 mai 2025

DIFFUSION DE VIDÉOS OBSCÈNES CONTRAIRES AUX BONNES MŒURS À ZIGUINCHOR

L'inspecteur d'Académie brandit la cravache et menace de sévir

Après la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos montrant des jeunes filles exécutant des danses jugées obscènes lors d'une manifestation organisée par l'École privée laïque Antoine de Padoue de Ziguinchor, l'inspecteur d'Académie se fait entendre. Dans un communiqué rendu public, Papa Gorgui Ndiaye lance une enquête pour situer les responsabilités et lutter contre ces pratiques.

La vidéo des journées culturelles de l'école privé Antoine De Padoue de la ville de Ziguinchor continue de faire couler de l'encre. Après une vive dénonciation dans les réseaux sociaux, c'est au tour de l'inspection d'Académie de Ziguinchor de

prendre le relais de la dénonciation et de la sanction. Dans un communiqué rendu public, l'inspecteur d'Académie de Ziguinchor, après avoir manifesté sa vive préoccupation, annonce des mesures répressives. « Je déplore vivement ces écarts de comportements qui heurtent profondément les valeurs morales et éducatives défendues par l'école. J'ai pris toutes les dispositions, avec mes services compétents, pour faire la lumière sur les circonstances ayant conduit à ces agissements inacceptables afin de situer les responsabilités », prévient avec fermeté Papa Gorgui Ndiaye

Par ailleurs, l'inspecteur régional engage les chefs d'établissements à plus de rigueur dans

leur administration pour que ces écarts de comportements ne puissent prospérer dans les établissements scolaires. « J'engage les chefs d'établissements à renforcer la vigilance sur les activités initiées par les gouvernements scolaires pour un strict respect des valeurs culturelles et morales. Ces dérives sont d'autant plus regrettables dans un contexte où les autorités en charge de l'éducation sont résolument engagées dans le renforcement de l'éducation à la citoyenneté et aux valeurs à travers la Nouvelle initiative pour une transformation humaniste de l'éducation (Nithe) » laisse entendre l'inspecteur d'Académie. A signaler toutefois qu'avant de dénoncer, l'autorité

académique de la région de Ziguinchor fait savoir : « L'Inspection d'Académie de Ziguinchor a appris avec regret et consternation la diffusion sur les réseaux sociaux de vidéos montrant des jeunes filles exécutant des danses à caractère obscène à l'occasion d'une manifestation organisée par l'École privée laïque Antoine de Padoue de Ziguinchor ».

Pour rappel, l'incident a eu lieu le 9 mai 2025, lors d'une soirée culturelle tenue sur le terrain de basket du Cdeps de Ziguinchor, dans le cadre des festivités marquant les 72 heures du gouvernement scolaire de cet établissement.

Baye Modou SARR

Les Echos
14 mai 2025

Les Cours Privés Albaraka célèbrent l'excellence avec le soutien de Live Social

Kaolack, Sénégal – Les Cours Privés Albaraka ont organisé, ce week-end à Kaolack, la 3^e édition de leur traditionnelle Journée de l'Excellence, sous le thème : « L'école alternative à la différence ». Une occasion solennelle pour honorer les élèves les plus méritants, en présence d'un public composé de parents, d'enseignants, de partenaires et d'autorités académiques.



Cette journée, dédiée à la reconnaissance de l'effort et du mérite, a été marquée par la remise de distinctions aux meilleurs élèves, en particulier ceux des classes de Terminale, qui ont décroché des mentions honorables dans les séries L et S lors des récents examens nationaux. Des résultats qui confirment la montée en puissance de cet établissement au cœur du système éducatif local.

Live Social, une organisation basée aux États-Unis et partenaire fidèle de l'école, a apporté son soutien à

l'événement. Son représentant, Momath Dramé, a salué les efforts des élèves récompensés et encouragé l'ensemble de la communauté scolaire à persévérer. Il a également profité de la tribune pour appeler les autorités nationales à agir concrètement contre la fuite des cerveaux. « Le Sénégal n'a plus besoin d'experts étrangers pour assurer sa croissance. Ce sont nos jeunes qui doivent développer le pays », a-t-il déclaré. Il a aussi invité à renforcer la place des sciences dans les programmes, en lien avec les enjeux liés à l'exploita-

tion des ressources naturelles du pays.

Le président du gouvernement scolaire, Abdoulaye Niass, a prononcé un discours fort, saluant l'engagement du corps professoral et des partenaires tels que Ndiogou Bâ, la figure morale de Live Social. Il a également remercié M. Diouf, porte-parole du personnel, pour son dévouement, tout en lançant un appel aux parents et aux bonnes volontés pour soutenir l'école en équipements techniques et logistiques.

M. Diouf et son collègue M. Lam, membres de l'administration, ont souligné que la réussite de l'école repose sur trois piliers : la rigueur, la patience et la conviction. Une formule qui, selon eux, explique les performances remarquables de l'établissement ces dernières années.

Au-delà de l'éducation, Live Social s'illustre aussi dans l'action humanitaire à travers de nombreuses interventions au profit des couches vulnérables. Ce partenariat durable entre l'école et l'ONG permet ainsi de renforcer l'impact social de l'éducation à Kaolack.

La 3^e édition de la Journée de l'Excellence s'est déroulée dans une ambiance conviviale et promet déjà une 4^e édition encore plus ambitieuse.

Par Camara Camou, chargé de communication

■ PROGRAMME DE FORMATION ÉCOLE-ENTREPRISE

Diourbel installe son comité régional de suivi

Les membres du comité régional de suivi du Programme de formation école-entreprise (Pf2e) de Diourbel ont été officiellement installés, hier, mardi. Ils ont promis d'exécuter un plan d'actions annuel pour faciliter l'employabilité et l'insertion des jeunes de la région.

DIOURBEL - La région de Diourbel dispose désormais d'un comité de suivi du Programme de formation école entreprise (Pf2e). L'adjoint du gouverneur de la région de Diourbel chargé du développement, Djibril Diop, a procédé, hier, à l'installation de cette structure dont l'objectif principal est d'assurer une bonne exécution du plan d'action annuel mis en place pour faciliter l'employabilité

et l'insertion des jeunes de la région. Le responsable suivi et évaluation du Pf2e, Amadou Fall Canar Diop, a profité de l'occasion pour rappeler que le premier objectif sera de réunir tous les acteurs, surtout les membres du secteur privé dans cet élan. « Nous voulons aider le comité à se structurer pour faciliter la formation des jeunes de Diourbel dans divers métiers. Cela nous permettra de

retenir les jeunes chez eux, car des opportunités existent dans la région et il y a différentes filières qu'il faut structurer », a-t-il dit. Monsieur Diop a également précisé que le bureau de ce comité régional se réunira dans un futur proche pour aller vers l'évaluation des actions déclinées dans le but de faire la promotion de la formation professionnelle axée en particulier sur le format école-entreprise. « Cela offre beaucoup d'opportunités et permettra de réduire le taux de chômage. La solution doit être trouvée par l'ensemble des acteurs pour accompagner le gouvernement

dans cette dynamique », a ajouté Amadou Fall Canar Diop. Le responsable de suivi et évaluation du Pf2e a souligné que le bureau régional va s'inscrire dans la dynamique d'aller vers la prospective d'identifier les potentiels métiers de la région pour permettra aux autorités d'enclencher le processus de référentiel et d'attirer ces apprenants vers ces nouveaux métiers dans un contexte de l'exploitation de beaucoup de ressources au Sénégal. Il a, par ailleurs, informé que la région de Diourbel dispose de potentialités comme les confectios, les structures métalliques, la menuiserie de bois,

froid-climatisation et les métiers relatifs aux cuirs. L'adjoint du gouverneur de la région de Diourbel, chargé du développement, Djibril Diop, a salué l'initiative. Selon lui, la mise en place du comité régional de suivi du Pf2e de Diourbel vient au moment opportun. « Il nous permet de remettre à l'endroit la formation professionnelle, de booster l'employabilité des jeunes et de faciliter leur insertion par le biais de la formation duelle, c'est-à-dire à relier l'école et l'entreprise », a remarqué l'administrateur civil.

Oumar Bayo
(Correspondant)

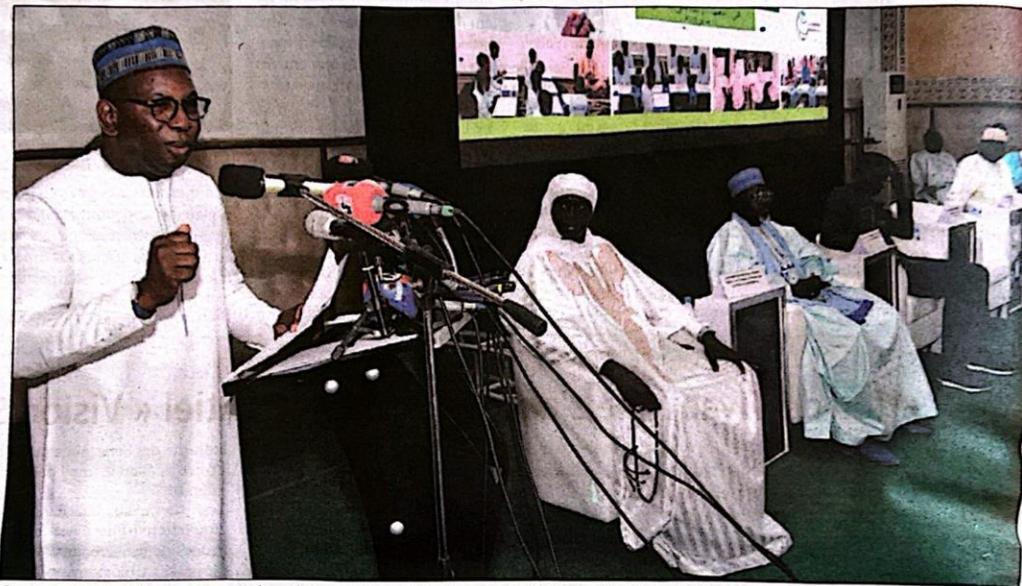
Le Soleil
14 mai 2025

Moustapha Guirassy réaffirme l'engagement de l'État en faveur du sous-secteur

Le ministre de l'Éducation nationale a procédé, hier, à Dakar, au lancement officiel des Assises nationales des « daara ». Il en a profité pour saluer le modèle d'enseignement dispensé par ces structures et a souligné l'engagement de l'État à veiller à l'équité à l'égard de toutes les formes d'éducation religieuse présentes au Sénégal.

► Daouda DIOUF

Les autorités étatiques veulent redonner une nouvelle dimension aux « daara », ces écoles coraniques qui ont toujours joué un rôle important dans l'éducation au Sénégal. Hier, procédant au lancement des Assises nationales dédiées à ces structures, à l'Institut islamique de Dakar, le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, est longuement revenu sur les avantages de l'éducation dispensée dans les « daara », en soulignant des valeurs telles que le civisme, le patriotisme et la spiritualité. « Parler d'éducation selon le modèle « daara », ce n'est pas seulement parler de récitation ou de mémorisation du Coran. C'est parler de discipline, d'endurance, de résilience », a déclaré M. Guirassy, à l'ouverture des assises. Le ministre a tenu à saluer le modèle d'enseignement dispensé par ces structures qu'il considère comme étant « des institutions ancestrales qui, selon lui, forment l'homme avant d'armer le citoyen, et transmettre une spiritualité profondément ancrée dans la culture sénégalaise. Le ministre a saisi l'occasion pour réaffirmer l'engagement du gouvernement en faveur de l'équité et de la reconnaissance à l'égard de toutes les formes d'éducation religieuse présentes au Sénégal. Il a plaidé pour une articulation des valeurs religieuses



S'adressant, hier, à la communauté des « daara », Moustapha Guirassy a salué le modèle éducatif de ses structures.

et des savoirs endogènes dans notre système éducatif. « L'éducation des « daara », c'est aussi une école du savoir devenir, un espace où le caractère se forge, où l'humilité se cultive », a rappelé Moustapha Guirassy. Ces lieux de transmission, selon le ministre, recèlent de savoir-faire et savoir-être que « notre temps redécouvre avec admiration ».

Bâtir un consensus fort autour des « daara »

Moustapha Guirassy s'est même posé la question de savoir si « le modèle des « daara » ne serait pas, au fond, le vrai modèle ». Pour lui, il s'agit désormais de revisiter ce système éducatif, non pas pour le figer, mais pour « en révéler la puissance civilisatrice et la fécondité pour l'avenir ». Moustapha Guirassy a insisté sur le fait que la richesse du Sénégal ne se limite pas à ses res-

sources minières. « Le plus précieux des gisements du Sénégal est ailleurs. Il est dans le cœur des hommes et des femmes qui, dans le silence des « daara », ont su transmettre la lumière du Coran », a affirmé le ministre de l'Éducation nationale. Il a indiqué que cette orientation s'inscrit dans la vision du Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, qui appelle à explorer les « gisements spirituels » du pays. Il a exhorté à une démarche inclusive dans la volonté de l'État de réformer l'enseignement coranique. « Ces assises doi-

vent être enracinées dans le réel. Il faut aller à la rencontre des véritables acteurs du secteur, dans les régions, jusque dans les « daara » les plus reculés, pour écouter, entendre et comprendre. Car c'est au plus près du terrain que naissent les solutions durables », a affirmé le ministre. Selon lui, ce dialogue sera guidé par des « postures éthiques », « de la transparence dans les intentions, une « rigueur républicaine » et « une générosité de cœur ». Le ministre a plaidé pour un consensus fort, « légitime et transformateur » autour de notre sys-

tème éducatif. Il a fait savoir que l'un des axes majeurs de cette réforme est l'intégration des « daara » dans le système éducatif national, sans hiérarchisation des savoirs. « Aux côtés du Coran et de la jurisprudence, les pensionnaires des « daara » doivent accéder, s'ils le souhaitent, à la maîtrise de l'informatique, de l'anglais, de la pensée critique, des sciences modernes », a souligné Guirassy. Le gouvernement, dit-il, veut agir avec équité envers toutes les formes d'éducation religieuse, dans le respect de la diversité spirituelle du pays.

DÉBUT DES TRAVAUX DES ASSISES NATIONALES DES DAARA

L'imminence d'une intégration effective dans le système éducatif

Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirasy, a présidé la cérémonie officielle du lancement des travaux des Assises nationales des daara à l'Institut Islamique de Dakar. L'objectif est d'arriver à l'intégration effective des daara dans le système éducatif et leur contribution au développement national pour la matérialisation de la Vision "Sénégal 2050". Les assises départementales se tiendront prochainement dans tous les 44 autres départements. Les Serigne daaras ont fait leur plaidoyer et interpellé le ministre sur des solutions face aux conflits (Ndlr : l'emprisonnement des maîtres coraniques souvent victimes d'injustice). La protection de l'enfant a été mise en avant par les acteurs.



des maîtres coraniques aux méthodes pédagogiques modernes, l'amélioration des infrastructures et des conditions de vie des enfants talibés, l'introduction de matières académiques dans les programmes d'enseignement coranique, et la régulation des daara informels pour mieux protéger les enfants contre les abus et la mendicité forcée. "Nous voici réunis pour éclairer, honorer et projeter l'avenir des daara. Ces Institutions qui, depuis des siècles, forgent en silence les consciences, raffermissent les âmes et façonnent l'esprit sénégalais dans sa profondeur la plus authentique. Parler de l'éducation selon le modèle daara, ce n'est pas seulement parler de mémorisation ou de récitation de Coran. C'est parler de discipline, d'endurance, de résilience. C'est parler d'un apprentissage ou l'on forme l'homme avant d'armer un citoyen... C'est parler de civisme, de patriotisme. En vérité, parler des daara, c'est remettre au cœur notre projet de société, la question centrale à l'éducation de valeurs. Ces valeurs qui nous manquent tant et que l'on cherche souvent ailleurs alors qu'elles ont toujours été là... Au côté du Coran et de la jurisprudence, les pensionnaires doivent pouvoir accéder, s'ils le souhaitent, à la maîtrise de l'informatique, de l'anglais de la pensée critique des sciences modernes sans jamais perdre leur ancrage spirituel. L'ouverture n'est pas une illusion. Elle est une élévation", a soutenu le ministre de l'Éducation, Moustapha Guirasy.

Silèye MBODJI

Le Témoin
14 mai 2025

Le chef de l'État, M. Bassirou Diomaye Faye, accorde une importance primordiale au modèle des daara dans le système éducatif national. Après la Journée nationale des daara célébrée le 28 novembre dernier, le gouvernement joint l'acte à la parole. Il s'agit de revitaliser le modèle des daara pour l'intégration effective de l'enseignement religieux dans le système. Le Président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, avait instruit le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, d'organiser les Assises nationales des daara. Pour mettre en œuvre cette directive présidentielle, le ministre de l'Éducation nationale a réuni les acteurs-clés du

sous-secteur en vue de définir des stratégies efficaces pour moderniser et développer les daara. Le ministre a salué le modèle éducatif des daara, mettant en avant la mémorisation du Saint Coran, la discipline, l'endurance, la résilience, entre autres valeurs fondamentales que ces Daara inculquent. Il a évoqué les avantages de l'éducation dispensée dans les daara, en soulignant des valeurs tels que le civisme, le patriotisme et la spiritualité. "Les assises que nous lançons aujourd'hui ne sont pas une rencontre réservée à une élite d'experts. Il faut aller à la rencontre des véritables acteurs du secteur dans les

régions, jusque dans les daara les plus reculés pour écouter, entendre et comprendre. Car, c'est au plus près du terrain que naissent les solutions durables », a-t-il affirmé avec conviction.

Des défis et des recommandations !

Pour le ministre de l'Éducation nationale, l'intégration des daara dans le système éducatif ne saurait se faire en opposant les savoirs. A l'en croire, le daara est un pilier de notre héritage spirituel et mérite d'être valorisé, soutenu, mais aussi modernisé pour répondre aux enjeux actuels de l'éducation. Parmi les priorités abordées, figurent la formation

CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'ÉDUCATION A WUHAN EN CHINE

Développer les systèmes éducatifs à travers l'intelligence artificielle

Sur initiative du ministère de l'éducation de la République de Chine, de la commission chinoise de l'Unesco et des autorités locales de la province de Hubei, la troisième conférence mondiale sur la digitalisation de l'éducation s'est ouverte hier, mercredi 14 mai, à Wuhan la capitale provinciale. L'objectif est de promouvoir une éducation basée sur la technologie notamment l'intelligence artificielle en vue de relever plus efficacement les défis structurels qui compromettent la performance des systèmes éducatifs des États



Un système éducatif qui tire profit de l'avancée de la technologie, c'est l'objectif des échanges entamés hier mercredi, 14 mai, à Wuhan en Chine. Selon le secrétaire du parti communiste chinois dans la province de Hubei Wang Zhongling, l'ambition de la Chine est de permettre aux élèves d'apprendre dans des salles de classe numérique.

Pour sa part, le ministre de l'Éducation Huai Jinping a estimé qu'« il faut exploiter pleinement les avantages de l'intelligence artificielle et promouvoir l'intégration profonde de l'intelligence artificielle et de l'éducation, promouvoir la réforme et l'innovation éducatives, promouvoir l'éducation à l'intelligence artificielle à tous les niveaux et l'éducation générale pour l'en-

semble de la société, et cultiver en permanence des talents de haute qualité ». Le Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation a identifié la transformation numérique dans l'éducation comme l'un des cinq axes d'action thématiques, soulignant que la révolution numérique doit bénéficier à tous les apprenants. En septembre 2024, le Sommet des Nations Unies pour l'avenir a publié le Pacte numérique mondial, soulignant l'importance des compétences numériques et des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour l'éducation numérique. Ce Pacte propose d'établir et de soutenir des stratégies nationales en matière de compétences numériques, d'optimiser la formation des en-

seignants et les programmes d'enseignement, et de soutenir une éducation et une recherche de qualité et inclusives en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques. De nombreux pays ont élaboré des stratégies de développement de l'éducation numérique, insufflant un nouvel élan à la promotion de l'intégration innovante de la technologie numérique et de l'éducation, améliorant la qualité de l'apprentissage, favorisant l'inclusion éducative et relevant les défis mondiaux. Dans ce contexte, le ministère chinois de l'Éducation a organisé la Conférence mondiale sur l'éducation numérique en 2023 et 2024, qui a débouché sur la création de l'Alliance mondiale pour l'éducation numérique, de la Plateforme pour l'éducation intelligente et de l'Indice mondial de développement de l'éducation numérique (GDEI). Lors de la Conférence de 2024, des représentants de plus de 70 pays et régions se sont réunis à

Shanghai pour partager leurs dernières politiques et bonnes pratiques en matière de transformation de l'éducation numérique. L'objectif de la conférence ouverte hier, mercredi à Wuhan, est d'établir une collaboration avec les gouvernements, les universités, les écoles primaires et secondaires, les organisations internationales et non gouvernementales concernées, les entreprises et les autres parties prenantes afin d'explorer le développement de l'éducation numérique dans tous les processus (enseignement, apprentissage, gestion, évaluation et recherche), favorisant ainsi la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies. Le thème de la conférence est « Développement et transformation de l'éducation : l'ère de l'intelligence ». Environ soixante dix (70) délégations prennent part à cette conférence qui va durer trois jours.

FATOU NDIAYE (ENVOYÉE SPÉCIALE EN CHINE)

Le Quotidien
15 mai 2025

Foonekk foofu la



SAINT-LOUIS - LUTTE CONTRE LA DÉPERDITION SCOLAIRE CHEZ LES FILLES

La SCOFI distribue des kits hygiéniques lavables et des effets de toilette aux élèves

Le Comité Régional des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles (CREPSCOFI) de Saint-Louis a distribué, ces trois derniers jours, des kits contenant des serviettes hygiéniques lavables et des effets de toilette aux filles en situation de vulnérabilité pour prendre soin de leur bien-être. L'objectif de cette activité est de lutter contre la déperdition scolaire chez les filles, de protéger les filles sur le plan sanitaire mais aussi de soulager les parents financièrement. Ce qui leur permettrait de prendre soin de leur hygiène intime.

C'est la commune de Saint-Louis à travers l'Inspection de l'Éducation et de la Formation (IEF) qui a abrité la cérémonie marquant le début de l'opération de distribution des kits hygiéniques aux élèves (filles). Ceci à l'initiative des responsables du Comité Régional des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles (CREPSCOFI) de Saint-Louis qui ont initié des journées de sensibilisation sur la gestion de l'hygiène menstruelle suivi de distribution de kits hygiéniques lavables. Il s'agit d'un important lot de kits hygiéniques lavables et des effets de toilette distribués aux élèves des circonscriptions des IEF de Pété, Podor et Dagana. « Ces kits sont destinés aux filles vivant dans des situations de vulnérabilité. Au total, 150 kits qui contiennent des serviettes hygiéniques lavables et des effets de toilette

sont distribués pour permettre à ces filles de prendre soin de leur bien-être. Ces kits sont répartis entre les trois CDEPSCOFI en raison de 50 kits par IEF », a fait savoir Mme Sow Marième Diagne, présidente régionale de la SCOFI de Saint-Louis. Elle a rappelé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la réalisation des activités du CREPSCOFI qui ont été planifiées pour l'année scolaire 2024-2025. « L'objectif de cette activité est de lutter contre la déperdition scolaire chez les filles, de protéger les filles sur le plan sanitaire mais aussi de soulager les parents financièrement. Le but est aussi de leur permettre de prendre soin de leur hygiène intime », a expliqué Mme Sow. Venue représenter la mairie de Saint-Louis à cette cérémonie, Mme Sène Fatou Diouf, adjointe au maire en charge de l'Éducation, a loué le geste de la SCOFI

tout en invitant ses responsables à élargir leurs actions pour toucher le maximum de filles de la région. Abordant dans le même sens, le Secrétaire général de l'IEF de Saint-Louis Commune, Papa Amadou Guèye a lui aussi magnifié le geste avant de plaider en faveur de la SCOFI. Il a invité les partenaires sociaux à appuyer financièrement cette structure vu le travail important qu'elle abat à savoir d'œuvrer pour le maintien des filles à l'école en luttant contre la déperdition scolaire. Pour rappel, le Comité Régional des Enseignantes pour la Promotion de la Scolarisation des Filles (CREPSCOFI) de Saint-Louis plus connue sous le nom de SCOFI est une ONG nationale partenaire du Ministère de l'Éducation Nationale qui a des délégués dans chaque région et au niveau de chaque IEF.

YVES TENDENG

15EMES JOURNEES SCIENTIFIQUES DE L'AGENCE NATIONALE DE RECHERCHES SUR LE SIDA ET LES HEPATITES VIRALES (ANRS)

Du VIH aux maladies émergentes : les chercheurs tracent la voie

Le Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) a organisé, les mardi 13 et mercredi 14 mai à Dakar, les 15es Journées scientifiques du site partenaire de l'ANRS (Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales). L'événement s'est tenu en collaboration avec le ministère de la Santé et de l'Action sociale, celui de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le Conseil national de lutte contre le sida, ainsi que le Secrétariat permanent du Haut Conseil national de sécurité sanitaire mondiale One Health. Ces journées ont permis de dresser un état des lieux des recherches menées avec l'appui partiel ou total de l'ANRS MIE (Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales / Maladies infectieuses émergentes).



À Dakar, les 15es Journées scientifiques du site partenaire de l'ANRS ont réuni chercheurs, autorités sanitaires et partenaires autour du thème : « Du contrôle du VIH à défis des maladies émergentes : recherches pour la santé publique ». Organisées par

le Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF), elles ont offert un espace d'échange stratégique sur les grandes orientations à venir. Les travaux se sont articulés autour de quatre axes majeurs : la prise en charge des enfants,

adolescents et jeunes adultes vivant avec le VIH ; le lien entre VIH et vieillissement ; les nouvelles approches thérapeutiques pour les populations vulnérables ; et les réponses aux épidémies émergentes. Ces sessions ont permis de croiser les regards sur les enjeux du financement

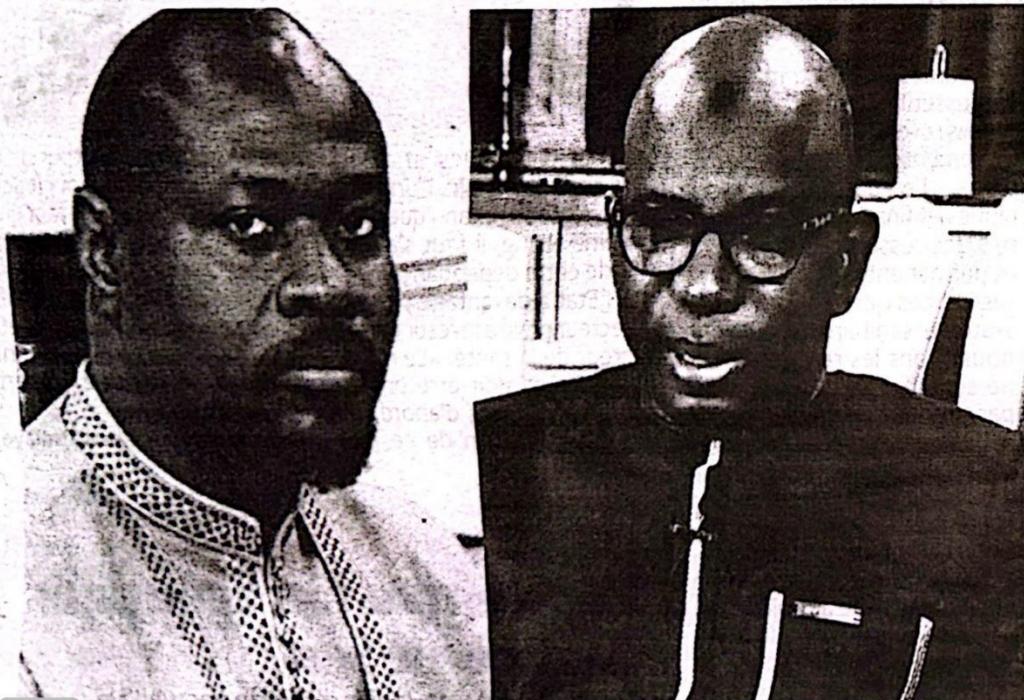
du système de santé et les dynamiques de transformation numérique en cours au Sénégal. Président de la rencontre, le directeur de cabinet du ministre de la Santé, Dr Samba Cor Sarr, a salué la régularité de ces journées. « À chaque édition, c'est une expertise précieuse qui est produite, permettant de mieux orienter les politiques publiques, notamment dans la lutte contre les maladies infectieuses », a-t-il affirmé. Il a souligné le rôle fondamental des chercheurs : « Ils forment un monde discret, mais décisif. Ce sont eux qui nous guident, nous alertent, nous corrigent. Leur contribution est essentielle pour limiter les erreurs dans un domaine aussi vital que la santé. »

Face aux nouvelles menaces sanitaires, Dr Sarr a rappelé que le chef de l'État a fait de la re-

PRÉSUMÉE OPACITÉ DANS LE RECRUTEMENT DES 2000 ENSEIGNANTS

Guy Marius Sagna accule Moustapha Guirassy

Après avoir interpellé le ministre de l'Education nationale sur certaines dépenses, le député Guy Marius Sagna est revenu à la charge.



CS député Guy Marius Sagna a encore adressé, mardi dernier, trois questions écrites au gouvernement de l'Education nationale à propos de dépenses présumées suspectes, Guy Marius Sagna a

interpellé Moustapha Guirassy sur le recrutement des 2000 enseignants. « Monsieur le ministre de l'Education nationale, depuis plusieurs semaines, nombreux sont les enseignants qui m'interpellent sur le recrutement des 2000 enseignants. Ces enseignants m'ont fait part d'un certain nombre de préoccupations que je partage avec vous afin que vous apportiez des explications. Des enseignants disent être allés à la fenêtre de recherche sur la liste des inscrits dans le site Mirador (espace recrutement). Ils disent que beaucoup de candidats recalés ont trouvé qu'ils ont été remplacés par d'autres », a écrit Guy Marius Sagna à l'endroit de Moustapha Guirassy.

Il ajoute : « Monsieur le ministre de l'Education, les informations personnelles (numéro Cnu, numéro de téléphone et date de naissance) de certains enseignants ont-elles été attribuées à d'autres ? Est-ce vrai que plusieurs candidats sur le site ont le même numéro de Cni ? Ainsi ces enseignants me disent qu'ils ont vu des cas de numéro de Cni attribués à cinq voire 8 personnes sur votre site ce qui a suscité leur trouble et des questionnements ». Guy Marius Sagna de poursuivre : « Ces enseignants disent que depuis quelques jours cette fenêtre de vérification

n'est plus accessible. Est-ce le cas et pour quelles raisons ? Monsieur le ministre, le 24 janvier 2025 votre directeur des ressources humaines Monsieur Serigne Souhaibou Badiane sur la Rts s'exprimait ainsi : « Nous recrutons des professionnels (...). Cette fois-ci c'est un recrutement direct. Nous avons besoin de professionnels qui peuvent être vraiment utiles dès leur recrutement. Le premier critère pour nous c'est l'expérience dans l'enseignement. Nous voulons vraiment recruter des enseignants pas des élèves maîtres, pas des élèves professeurs. Pour avoir une chance d'être recruté il faut d'abord être enseignant ou avoir un diplôme d'enseignement. Si jamais peut-être ces critères ne nous permettent pas de recruter c'est en ce moment qu'on va vers ce qu'on appelle des diplômes académiques simplement ». Monsieur le ministre est-ce vrai que des enseignants titulaires de diplôme professionnel en enseignement ont été recalés et que des titulaires de diplôme académique (Baccalauréat) et sans expérience ont été recrutés ? Monsieur le ministre, pouvez-vous publier la liste des 2000 enseignants recrutés avec les diplômes dont ils sont détenteurs ? », s'est interrogé Guy Marius Sagna.

Ndèye Khady Ndiaye

Libération
15 mai 2025

Too nekk foofu la



■ DÉRIVES DES FOYERS SCOLAIRES

L'association des élèves et étudiants musulmans s'indigne

L'Association des élèves et étudiants musulmans du Sénégal (Aeems) tire la sonnette sur les dérives constatées lors des Fosco (Fêtes d'orientation scolaire et culturelle) dans les établissements scolaires. Dans un communiqué, publié hier, l'organisation se dit « vivement préoccupée par la tournure que prennent ces manifestations autrefois éducatives et festives ». « Les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrant de jeunes filles dansant de manière indécente lors d'une soirée culturelle dans une école à Ziguinchor ont suscité l'indignation de notre association », lit-on dans le document de l'Aeems. La structure y voit une profonde atteinte aux valeurs socioéducatives que l'école est censée incarner. « Les Fosco, qui étaient des moments de célébration de l'excellence et de révélation de talents, sont devenus des espaces d'expression de la vulgarité sous le sceau de l'inconscience », déplore cette organisation regroupant des élèves et étudiants musulmans. Selon l'Aeems, l'école doit rester « un puissant outil de transmission des valeurs citoyennes, culturelles et religieuses ».

Elle appelle ainsi à une refonte des objectifs pédagogiques associés aux activités culturelles dans les éta-

blissements, afin de mieux les aligner avec les réalités et les valeurs sénégalaises. La structure en a profité pour interpeller les acteurs du secteur de l'éducation. Elle demande au ministère de « renforcer l'enseignement de l'éducation civique et d'intégrer davantage l'éducation religieuse dans les programmes scolaires ». Elle exhorte également les parents à « renforcer la surveillance et l'éducation de leurs enfants », tout en invitant le gouvernement à mieux contrôler l'accès aux plateformes diffusant des contenus jugés immoraux. L'Aeems insiste aussi sur le rôle des autorités académiques qui, selon elle, doivent « revoir les programmes socioculturels des établissements scolaires pour les adapter à nos valeurs intrinsèques, sous l'encadrement strict des enseignants et administrateurs scolaires ».

Enfin, l'association réaffirme sa volonté d'accompagner la jeunesse sénégalaise dans un cadre éducatif et moral. « Nous continuerons à transmettre le message de l'Islam à travers une formation religieuse, pédagogique, culturelle et sportive dans les écoles et les universités », a-t-elle indiqué dans le communiqué.

Daouda DIOUF

Après la polémique du Collège Saint Antoine de Padoue de Ziguinchor

Le ministère de l'Éducation contrôle les « Fosco »

Après l'indignation provoquée par les activités du « Fosco » du Collège Saint Antoine de Padoue de Ziguinchor, une circulaire du ministère de l'Éducation sur l'organisation des activités des gouvernements scolaires des écoles et établissements publics et privés du Sénégal a été publiée hier. La circulaire dit : « Il m'est revenu que lors des activités par les gouvernements scolaires de certains établissements, des élèves adoptent des comportements obscènes contraires à nos valeurs. Ces manquements compromettent la consolidation des nombreux acquis du vivre-ensemble et celle des valeurs partagées au sein de l'espace scolaire. Dès lors, je vous demande de prendre toutes les mesures pratiques et efficaces dans la gestion des activités des gouvernements scolaires, conform-

mément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 8 octobre 2024 relatif aux principes directeurs des règlements intérieurs des établissements publics et privés d'éducation et de formation du Sénégal. Pour mettre fin à ces manquements, les directives suivantes doivent être appliquées : le contenu de chaque activité doit être validé au préalable par le chef d'établissement ou le directeur d'école. » Selon le ministère de l'Éducation nationale, « toute activité susceptible d'entraîner des comportements à caractère obscène est formellement interdite dans les établissements publics et privés. La validation des plans d'actions des gouvernements scolaires et toute autre activité doit se faire conformément à la chaîne de responsabilités administratives ».

L'Excellence célébrée, la réhabilitation de l'établissement sollicitée !

Les anciens pensionnaires du lycée Ibou Diallo de Sédhiou ont jeté un coup d'œil dans le rétroviseur de leur établissement pour apprécier et impulser le parcours de leurs cadets dans les sables de leurs empreintes. De nombreux cadeaux leur ont été donnés en signe d'émulation à la persévérance et à la performance. Le parrain et la marraine ont également fait montre de patriotisme pour baliser la voie de l'excellence à ces jeunes du Pakao. A cette occasion, l'urgence de la réhabilitation du lycée Ibou Diallo a été agitée avec fracas et des lueurs d'espoir ont atténué l'ardeur des occupants actuels du site.



C'est le retour au royaume d'enfance pour les anciens élèves du lycée Ibou Diallo de Sédhiou qui ont porté l'organisation d'une journée de l'excellence, le samedi 10 mai 2025, dans le but de susciter une saine émulation entre les ap-

prenants et leur offrir des modèles de réussite. Leur président explique que «les distinctions sont décernées à 14 élèves et les 12 concernent l'ensemble des disciplines qui sont au lycée Ibou Diallo. Au-delà de cela, le meilleur élève

du lycée, toutes disciplines confondues, est récompensé ainsi que la meilleure fille. Les meilleurs de chaque discipline ont chacun un ordinateur et des livres et les meilleurs toutes disciplines confondues ont reçu un ordinateur portable chacun», note Arona Sadio dit Kempess.

Le proviseur du lycée Ibou Diallo, Mamadou Mané, y voit trois symboles que sont : «le premier symbole, c'est d'abord le retour des anciens élèves au lycée par soucis de redevabilité vis-à-vis de leur jeunes frères, neveux et fils, à les aider à réussir ; le deuxième symbole est de leur servir de modèle pour baliser la voie de la réussite et, enfin, le troisième symbole,

c'est nous permettre de créer un cadre de partenariat avec eux et le reste du monde de l'intelligentsia», dit le chef de l'établissement, non moins ancien pensionnaire du lycée Ibou Diallo.

Le parrain de cette journée, Moussa Traoré dit Papis, est un natif de Sédhiou, expert-comptable en France. Il soutient que l'excellence a toujours été le moteur de tout progrès humain. «Oui, en effet, l'excellence a toujours été le moteur de tout progrès humain. Et c'est grâce à l'excellence que nous sommes passés de l'état de créature à l'état de créateur. C'est l'école qui a justement facilité cela ; sinon, nous serions à l'âge de la pierre polie entrain de chasser les animaux. Donc, évidemment, cela ne pourra être que salutaire», renchérit le parrain.

Au sujet de l'état de vétusté des salles de classe du lycée Ibou Diallo, la marraine, Mme Fatoumata Bintou Diédhiou, Di-

rectrice nationale de l'Equité sociale et ancienne élève de l'établissement, déclare avoir déjà engagé des initiatives dans ce sens. «J'ai rencontré le ministre de l'Education nationale, Moustapha Mamba Guirassy, qui a appelé, à ma présence, le Directeur des Constructions scolaires pour lui demander de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'enclencher le processus de réhabilitation du lycée Ibou Diallo. J'en suis très fier. Il y a aussi le Directeur national du Livre et de la Lecture qui nous a gratifié de beaucoup d'ouvrages ainsi que le Directeur de la Pharmacie nationale d'approvisionnement [PNA] qui nous a appuyés en médicaments pour les élèves», indique-t-elle.

A signaler que le meilleur garçon de ce concours se nomme Babacar Diagne et la meilleure fille Aïcha Fenda Gigéla Badji, une approche genre dans la promotion de l'excellence.

Moussa DRAME

Les directives de Moustapha Guirassy

Les dérapages dans les activités des gouvernements scolaires ont fait réagir le ministre de l'Éducation nationale. Dans une circulaire adressée aux Inspecteurs d'Académie hier, mercredi 14 mai, Moustapha Guirassy alerte sur les comportements jugés « obscènes ».



d'action des Gouvernements scolaires et de toute autre activité », lit-on dans la note. Pour rappel, depuis quelques jours, des vidéos circulant sur les réseaux montrent un comportement dégradant, notamment des jeunes filles en tenues indécentes, participant à des danses exhibitionnistes, jugées contraires aux valeurs socio-éducatives qui doivent être vé-

hiculées au sein des établissements scolaires. Les faits se sont produits le 9 mai 2025, au terrain de basket du Centre départemental d'éducation populaire et sportive (CDEPS) de Ziguinchor, à l'occasion des « 72 heures du Gouvernement scolaire » de l'École privée laïque Antoine de Padoue de Ziguinchor. D'ailleurs, l'Association des élèves et étudiants musulmans du Sénégal (AEEMS) a, dans un communiqué, dénoncé ces faits. « Ces images montrent un comportement dégradant,

notamment des jeunes filles en tenues indécentes, participant à des danses exhibitionnistes, contraires aux valeurs socio-éducatives qui doivent être véhiculées au sein des établissements scolaires », rapporte le communiqué. Quant à l'Inspection d'Académie de Ziguinchor, elle a également déploré des comportements qu'elle qualifie de contraires aux valeurs morales et éducatives que l'école est censée promouvoir.

MARIAME DJIGO

« Il m'est revenu que lors des activités organisées par les Gouvernements scolaires de certains établissements, des élèves adoptent des comportements obscènes contraires à nos valeurs. Ces manquements compromettent la consolidation des nombreux acquis du vivre-ensemble et celle des valeurs partagées au sein de l'espace scolaire », souligne le ministre de l'Éducation nationale. Il a, dès lors, invité les Inspecteurs d'Académie à « prendre toutes les mesures pratiques et efficaces dans la gestion des activités des gouvernements scolaires, conformé-

ment aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 024830 du 8 octobre 2024 relatif aux principes directeurs des règlements intérieurs des établissements publics et privés d'éducation et de formation du Sénégal ». « Pour mettre fin à ces manquements, les directives suivantes doivent être appliquées : le contenu de chaque activité doit être validé au préalable par le chef d'établissement ou le directeur d'école; toute activité susceptible d'entraîner des comportements à caractère obscène est formellement interdite dans les établissements publics et privés, la validation des plans

Sud Quotidien
15 mai 2025

Sénégal: vers une réforme inclusive de l'enseignement coranique

Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy a officiellement lancé, ce mardi à Dakar, les Assises nationales du Daara, une initiative majeure visant à moderniser et mieux encadrer les écoles coraniques traditionnelles du Sénégal.

Cette rencontre d'envergure réunit pendant plusieurs jours les principaux acteurs du secteur : maîtres coraniques (serignes daara), chefs religieux, pédagogues, représentants de la société civile, parlementaires ainsi que des partenaires techniques et financiers. Objectif : poser les bases d'une réforme durable du système des daaras, en les intégrant pleinement dans la politique éducative nationale, tout en respectant leur vocation religieuse et culturelle.



APA

15 mai 2025

« Le daara est un pilier de notre héritage spirituel. Il mérite d'être valorisé, soutenu, mais aussi modernisé pour répondre aux enjeux actuels de l'éducation », a affirmé Moustapha Guirassy dans son discours d'ouverture.

Parmi les priorités abordées, figurent la formation des maîtres coraniques aux méthodes pédagogiques modernes, l'amélioration des infrastructures et des conditions de vie des enfants talibés, l'introduction de matières académiques dans les programmes d'enseignement coranique, et la régulation des daaras informels pour mieux protéger les enfants contre les abus et la mendicité forcée.

[Lire la suite](#)

OUVERTURE DE « CAMPUSEN » A 45 JOURS DU BAC

Dr Abdourahmane Diouf s'engage à une orientation sans faille des bacheliers

Face à la presse hier, jeudi 15 mai, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a annoncé l'ouverture de la plateforme « Campusen ». En cette occasion, Dr Abdourahmane Diouf a détaillé toutes les nouveautés pour une orientation sans faille de tous les futurs nouveaux bacheliers dans les établissements publics d'enseignement supérieur du Sénégal.

Depuis hier, jeudi 15 mai, les futurs bacheliers peuvent avoir accès à la plateforme « Campusen » pour faire leurs demandes de préinscription et d'admission dans les établissements publics d'enseignement supérieur du Sénégal dans lesquels ils seront tous orientés jusqu'au 29 août 2025. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), Dr Abdourahmane Diouf, en a fait l'annonce lors d'un point de presse. « Donc aujourd'hui (hier) à 18 h, tous les candidats au Bac peuvent se connecter sur la plateforme pour commencer à faire leur choix, à faire leurs vœux », a fait savoir le MESRI. Selon lui, « c'est pour la première fois qu'on ouvre la plateforme avant l'organisation du baccalauréat général » qui se déroulera le 1er juillet. Et pour aider les futurs étudiants à « comprendre les tenants et les aboutissants » des filières à choisir, un salon dénommé « UniverSalon » sera organisé les 13, 14 et 15 juin prochain au CICES. A en croire Dr Abdourahmane Diouf, « au moins les 8 universités publiques, les 150 départements qui s'y trouvent, les écoles d'in-

génieurs, les ISEP, et toutes les écoles privées qui le désirent vont se donner rendez-vous pendant 3 jours au CICES pour présenter les offres de formation ».

« L'idée, c'est de réussir l'orientation de l'étudiant parce que beaucoup d'étudiants échouent tout simplement parce qu'ils n'ont pas été bien orientés, pas parce qu'ils n'ont pas été bien orientés par le système, mais parce qu'ils se sont trompés eux-mêmes dans le choix de leur orientation. Nous avons une étude qui montre que dès la 1ère année, il y a un quart



des étudiants dans nos universités qui abandonnent pour diverses raisons. Mais on peut penser qu'une orientation non pertinente peut être à l'origine de l'abandon à l'université », a souligné Dr Abdourahmane Diouf. Ainsi, après le salon et le baccalauréat, les futurs étu-

diants auront la possibilité de changer leur choix de filières dans la plateforme. En effet, l'année dernière, Matam a eu les meilleurs résultats au baccalauréat. Et pour les « couronner », la traditionnelle tournée dans les centres d'examen de bac aura lieu dans

cette région.

Pour Dr Abdourahmane Diouf, l'objectif principal de tous ces engagements reste la stabilisation de l'année académique. Pour rappel, le nombre de candidats au baccalauréat 2025 est de 166 400 candidats.

MARIAME DJIGO

Sud Quotidien
16 mai 2025

DIAMNIADIO Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement supérieur

« Un quart des étudiants abandonne l'université dès la première année »

La plateforme Campusen a officiellement été lancée jeudi, offrant la possibilité aux futurs bacheliers de s'inscrire plus d'un mois avant le Bac. La rencontre a permis au ministre Abdourahmane Diouf d'annoncer l'organisation d'un Salon des universités à la mi-juin pour une meilleure imprégnation sur les universités qui perdent le quart de leurs étudiants dès la première année à cause, entre autres, d'une orientation non pertinente.

Par Alioune Badara NDIAYE

Un étudiant sur quatre quitte les universités publiques dès la première année. Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, l'a fait savoir jeudi à l'occasion de la cérémonie de lancement de la plateforme Campusen à la Sphère ministérielle Habib Thiam. « Nous avons une étude qui montre que dès la première année, il y a un quart des étudiants dans nos universités qui abandonne pour diverses raisons », a dit le Mesri, sans plus de détails sur cette étude. Dr Diouf a pour autant pointé l'orientation non pertinente comme un des facteurs pouvant être à l'origine d'un abandon à l'université. Et, pour surmonter cet écueil, le ministère innove avec la programmation

du « Salon des universités sur l'orientation, l'apprentissage, la formation » pour mieux imprégner les bacheliers en puissance. « Cette année, nous avons décidé d'organiser l'UniverSalon qui se tiendra les 13, 14 et 15 juin au Cices. Pendant trois jours, toutes les universités du Sénégal, publiques comme privées (...) au moins les huit universités publiques, les 150 départements qui s'y trouvent, les écoles d'ingénieurs, les Isep et toutes les écoles privées qui le désirent vont se donner rendez-vous pendant trois jours pour présenter les offres de formation », a relevé le Mesri. « L'étudiant a le droit de savoir qu'il y a environ 350 offres de formation sur la place des universités au Sénégal, qu'il essaie de les comprendre pour en choisir celle qui lui



convient le mieux », a-t-il ainsi justifié. « L'idée, c'est de réussir l'orientation de l'étudiant parce que beaucoup d'étudiants échouent tout simplement parce qu'ils n'ont pas été bien orientés. Pas parce qu'ils n'ont pas été bien orientés par le système, mais parce qu'ils se sont trompés eux-mêmes dans le choix de leur orientation », a assuré le ministre. Une autre innovation est l'ouverture de la plateforme Campusen pour une première fois avant l'organisation du baccalauréat. « Nous sommes le 15 mai, à 45 jours du Bac général qui va se dérouler le 1^{er} juillet, et le gouvernement du Sénégal a décidé d'ouvrir la plateforme Campusen », a brandi le Mesri, soulignant la possibilité pour

les étudiants d'opérer des changements sur la plateforme. « L'étudiant qui s'inscrit les 15, 16 ou 17 mai et qui va au salon et a envie ensuite de changer de vocation ou de choix, il a toujours la possibilité de rentrer dans la plateforme pour changer parce qu'au salon et en présentiel, on lui a donné les informations pertinentes. Il pourra avoir une deuxième opportunité de changer, de modifier ou de s'ajuster après l'obtention de ses résultats du Bac », a fait savoir Dr Diouf, évoquant ainsi un « processus continu d'orientation entre le 15 mai et au moins deux semaines après le Bac ». Le Mesri a annoncé dans ce processus que le 29 août est la date retenue pour l'orientation des bache-

liers. Et, cette année, comme pour la précédente, tous ceux qui le désirent seront orientés dans les universités et Isep. « Tous les bacheliers sénégalais de cette année qui vont en faire la demande seront orientés dans les universités publiques et dans les Isep. Nous n'avons pas prévu d'orienter dans les universités privées », a avisé Dr Diouf, tablant sur une prévision aux alentours de 80 mille bacheliers. Abdourahmane Diouf a par ailleurs fait savoir que la tournée des centres du Bac le 1^{er} juillet se déroulera cette année à Matam, en guise d'encouragement à la région qui avait enregistré les meilleurs résultats l'année dernière.

abndiaye@lequotidien.sn

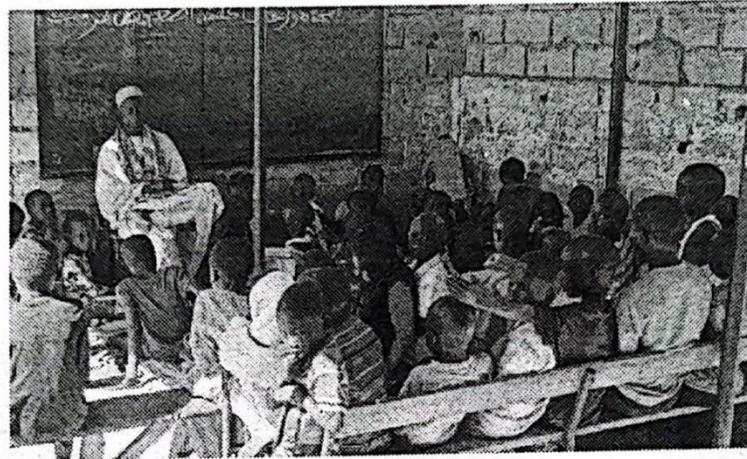
Le Quotidien
16 mai 2025

RELANCE DE LA REFORME DES DAARA

Un enjeu de valeurs et de dignité

C'est avec solennité que le ministre de l'Éducation nationale a donné hier le coup d'envoi des Assises Nationales des Daara, en présence des représentants des plus hautes institutions, des familles religieuses et des partenaires au développement.

Dans un discours dense et engagé, il a rappelé la place centrale des daara dans la construction identitaire du Sénégal et a tracé les lignes d'une réforme ambitieuse, à la fois inclusive et respectueuse des traditions spirituelles. « Parler des daara, c'est remettre au cœur de notre projet de société la question de l'éducation aux valeurs », a martelé le ministre, soulignant que ces écoles coraniques, bien plus que de simples espaces de mémorisation, sont des lieux de formation humaine, de discipline et de transmission d'un civisme authentique. Face aux dérives d'une société en perte de repères, il a défendu l'idée d'un modèle éducatif enraciné dans la spiritualité, capable de répondre aux défis éthiques et sociaux du XXI^e siècle. Le ministre a appelé à « revisiter, revitaliser et revaloriser » les daara, non pour les figer dans le passé, mais pour en révéler la pertinence dans le contexte actuel. À l'heure où le pays mise sur ses ressources minières pour son développement, il a tenu à rappeler que « le plus précieux des gisements du Sénégal » se trouve dans les valeurs morales et spirituelles transmises silencieusement dans les daara. Inscrivant son propos dans la vision du président de la République, Bassirou Diomaye Diakhane Faye, il a exhorté à puiser dans ce capital immatériel pour nourrir la transformation systémique du pays à l'horizon 2050. Le chantier des daara, a-t-il averti, ne doit pas se limiter à des conférences d'experts, mais doit s'ancrer dans le terrain, au plus près des réalités vécues par les maîtres coraniques et les élèves. Une réforme inclusive contre la mendicité infantile et la crise des valeurs. Au-delà des considérations pédagogiques, le ministre a inscrit la réforme des daara dans le cadre



plus large de la lutte contre la mendicité infantile. Il a dénoncé avec force ce « drame silencieux » qui expose des milliers d'enfants talibés à l'errance et à la précarité, appelant à en finir avec cette situation indigne. « Ces enfants ne doivent plus être perçus comme des angles morts de nos politiques publiques », a-t-il insisté, plaidant pour une prise en

charge globale et digne de chaque enfant. Pour autant, la problématique des daara ne se réduit pas à la question sociale. Le ministre a alerté sur une autre forme d'érosion des repères : celle qui touche les espaces éducatifs eux-mêmes, où la « banalisation de l'indécence » et la « perte de la pudeur » minent la transmission du savoir. À ses yeux, réinvestir

les daara dans le projet éducatif national, c'est aussi restaurer une exigence éthique et un souffle moral qui font aujourd'hui défaut. Dans cet esprit, il a défendu une intégration harmonieuse des daara dans le système éducatif formel, refusant toute opposition stérile entre savoirs religieux et disciplines modernes. « L'ouverture n'est pas dilution. Elle est élévation », a-t-il souligné, appelant à offrir aux pensionnaires des daara la possibilité d'accéder aux outils contemporains (informatique, anglais, pensée critique) sans renier leur ancrage spirituel. Le ministre a également tenu à rassurer sur le respect de la diversité spirituelle du Sénégal, affirmant que l'engagement du gouvernement envers les daara s'inscrit dans une démarche d'équité envers toutes les formes d'éducation religieuse. Il a salué avec émotion le travail des « Borom daara », des « ndeyu daara » et des mécènes anonymes, qu'il a qualifiés de « gardiens de la lumière », rendant hommage à leur dévouement discret. Clôturant son allocution, il a rappelé les fondements spirituels de l'éducation, citant les versets du Coran qui appellent à la quête du savoir comme voie d'élévation. Le lancement de ces Assises marque, selon lui, le début d'un processus exigeant mais porteur d'espoir : « Permettre à chaque enfant d'accéder à une éducation qui éclaire la raison, renforce la foi, développe les compétences et nourrit l'espérance : telle est notre mission. »

El Hadji Ibrahima FAYE

Abdourahmane Diouf lance Campusen et Universalon pour pouvoir orienter tous les bacheliers

En conférence de presse hier, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a procédé au lancement de la plateforme Campusen pour l'orientation des nouveaux bacheliers. Le docteur Abdourahmane Diouf a profité de l'occasion pour aussi lancer la principale nouveauté de l'enseignement supérieur, l'Universalon, qui est une occasion offerte aux bacheliers de se renseigner sur les différentes offres de formation qui se présentent à eux. C'est une rencontre qui va durer trois jours au Cices.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a procédé hier à l'ouverture officielle de la plateforme Campusen. Une plateforme qui permet de procéder à l'orientation des nouveaux bacheliers de l'année 2024-2025. Après un exposé exhaustif de ses services, le docteur Abdourahmane Diouf annonce que tous les bacheliers seront orientés dans les universités publiques et dans les instituts supérieurs d'enseignement professionnel (Isep). Du coup, aucun ne sera orienté dans les universités privées. Pour ce

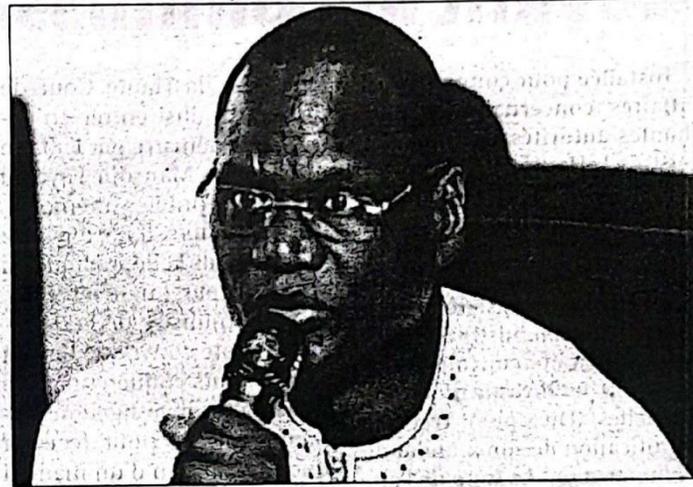
faire, il annonce quatre nouveautés primordiales et essentielles.

Primo, selon le ministre, « la journée d'aujourd'hui, nous sommes à 45 jours du Bac général qui va se tenir le 1 juillet. Le gouvernement a décidé d'ouvrir la plateforme Campusen. Donc, la nouveauté, c'est l'ouverture de la plateforme avant l'organisation du Bac », laisse-t-il entendre, avant d'annoncer la seconde nouveauté. « Nous avons décidé d'organiser un salon que nous appelons Universalon, qui se tiendra les 13-14-15 juin au Cices. Toutes les universités du Sénégal, publiques comme privées, y seront pour présenter les offres de formation. L'étudiant a le droit de savoir qu'il y a 350 offres de formations. L'étudiant qui s'est inscrit, avant la tenue du salon, a la possibilité le jour du salon ou après de changer son choix sur la plateforme. Il peut aussi modifier et ou changer après l'obtention du Bac. C'est un processus d'inscription entre le 15 mai jusqu'au moins deux semaines après le Bac. Nous avons une étude qui démontre qu'il y a 1/4 de nos étudiants qui

abandonnent après la première année universitaire pour diverses raisons », informe le Dr Diouf.

Tercio, le ministre précise que le Bac est fixé au 1er juillet 2025. La tournée dans les centres d'examens se fera dans la région de Matam. Le choix est simple, selon lui, Matam était sorti 1er dans le classement par régions. Ainsi, il décentralise la tournée qui se faisait à Dakar vers le nord-est du pays. Et enfin, l'ultime nouveauté, c'est l'annonce de la date du 29 août, retenue pour l'orientation des bacheliers.

En somme, le ministre laisse entendre que la conclusion à tirer consiste à dire : « notre objectif principal, c'est la stabilisation de l'année académique et c'est en très bonne voie. Le premier élément d'appréciation, ce seront les dates et les délais d'orientation des étudiants. Malgré les difficultés, nous avons reçu les chronogrammes des différentes universités. Il y a des universités qui sont encore dans les délais pour que cette année 2024-2025 se termine au mois d'octobre et que les nouveaux étudiants puissent démarrer



au mois d'octobre. Et les universités qui sont les plus en retard terminent en décembre ». Et d'ajouter : « l'un dans l'autre, nous pensons que c'est un résultat exceptionnel. Et que si nous faisons encore quelques efforts sur la finalisation des chantiers et sûrement le recrutement d'enseignants chercheurs, il est même possible que ces universités qui sont en retard puissent redémarrer et reprendre les nouveaux bacheliers en octobre 2025 », dit-il.

Le ministre assure que le gouvernement va procéder à l'orientation universelle de tous les bacheliers sénégalais

de cette année dans les universités publiques et dans les Isep. « Nous n'avons pas prévu d'orienter dans les universités privées. L'année dernière, on avait 75.000 bacheliers environ, tous ceux qui en avaient fait la demande avaient été orientés. Cette année, nous avons 166.400 candidats, si nous allons à un taux de 50%, cela veut dire que cette année nous pouvons aller jusqu'à 80.000 bacheliers. Quel que soit le nombre de bacheliers, le gouvernement va les orienter », conclut-il.

Baye Modou SARR

Les Echos
16 mai 2025

La plateforme Campusen officiellement lancée avec des innovations

Le ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourahmane Diouf a lancé jeudi 15 Mai à Diamniadio, l'ouverture de la plateforme Campusen pour l'orientation des nouveaux bacheliers. Cette année 166.400 candidats vont à la recherche de leur tout premier diplôme universitaire.



Les candidats au baccalauréat de l'année académique 2015 peuvent désormais s'inscrire sur la plateforme www.campusen.sn, destinée à l'orientation des nouveaux bacheliers. Cette année le ministère de l'Enseignement supérieur a apporté des innovations majeures. La plateforme a été lancée hier, jeudi 15 Mai 2025 et ouverte depuis 18 heures pour de nouvelles inscriptions. Elle sera fermée à partir du 29 Août 2025. « Le gouvernement du Sénégal a décidé d'ouvrir la plateforme Campusen. Aujourd'hui, à 18 heures. Tous les candidats au Bac peuvent se connecter sur la plateforme pour commencer à faire leur choix », a indiqué Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. L'objectif du gouvernement selon le ministre, est d'apporter des solutions à la problématique de l'orientation des nouveaux bacheliers, qui est l'une des principales causes de l'instabilité du calendrier universitaire avec des pertes estimées à environ de 40

milliards FCFA. Saisissant le ballon au rebond, le ministre a annoncé la tenue d'un salon dénommé « UniverSalon » pour des concertations avec les candidats au Bac sur les filières de l'enseignement supérieur afin de leur faciliter le choix des études à suivre dans les universités. « L'étudiant a le droit de savoir qu'il y a environ 350 offres de formation sur la place des universités au Sénégal et qu'il essaie de les comprendre pour en choisir celle qui lui convient le mieux », a-t-il rassuré. Cette année 166.400 candidats ont été enregistrés pour l'obtention du premier diplôme universitaire. Avec un taux prévisionnel de 50,50% de réussite, soit plus de 80.000 bacheliers, Dr Abdourahmane Diouf a rassuré quand à leur orientation dans les universités publiques ou privées.

Lansana DIANDY

Point Actu
 16 mai 2025

■ OUVERTURE DE LA PLATEFORME CAMPUSEN

L'État anticipe sur l'orientation des futurs bacheliers

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourahmane Diouf, a procédé, hier, à Diamniadio, au lancement officiel de la plateforme Campusen. Celle-ci sera ouverte jusqu'au 30 juin prochain pour permettre aux candidats au Baccalauréat de s'inscrire en vue de leur orientation.

À quelques mois de l'examen du Baccalauréat, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a pris les devants concernant l'orientation des futurs bacheliers. Il a procédé, hier, au cours d'une rencontre avec la presse, à Diamniadio, à l'ouverture de la plateforme Campusen dédiée à l'orientation des bacheliers. Celle-ci sera ouverte du 15 mai au 30 juin 2025. Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Abdourahmane Diouf a saisi l'occasion pour rappeler que depuis son arrivée à la tête de ce département ministériel, il s'est focalisé sur la stabilité du calendrier universitaire. Selon M. Diouf, un diagnostic a permis de constater que le retard dans le calendrier universitaire était en partie dû au processus d'orientation des nouveaux bacheliers. C'est dans ce cadre, a-t-il expliqué, que des mesures de remédiation ont été prises. Il s'agit d'orienter très tôt les bacheliers. Il a salué les efforts enregistrés en

2024, car, dit-il, dès le 19 septembre, les bacheliers étaient déjà orientés. « Cette année encore, nous voulons faire mieux. Pour la première fois, le processus démarre avant le Baccalauréat », a indiqué M. Diouf, affirmant que le 29 août prochain, l'orientation des bacheliers sera effective. Selon le ministre, « cette année encore, tout bachelier qui fera la demande sera orienté dans les universités publiques ». Il invite les candidats au Bac à se connecter et à faire dès à présent leur choix. L'ouverture dès ce mois de mai, de Campusen, selon Abdourahmane Diouf, permettra aux candidats de modifier éventuellement leur choix avant la fermeture de la plateforme, car « beaucoup d'étudiants abandonnent leurs études dès la première année à cause d'une mauvaise orientation ». Le ministre rappelle que c'est l'académie de Matam qui a fait les meilleurs résultats au Baccalauréat en 2024. « Elle a été ainsi choisie pour accueillir, cette année, la tournée des autorités gouver-



Le ministre de l'Enseignement supérieur, entouré de droite à gauche par le Pr Ousmane Thiaré (Cineri) et le directeur de l'Office du Bac, le Pr Cheikh Ahmadou Bamba Guèye.

nementales pour voir le déroulement de cet examen », informe M. Diouf. Le Pr Ousmane Thiaré, directeur général de la Cyber infrastructure nationale pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (Cineri), gérant de la plateforme Campusen, a fait savoir que les candidats peuvent postuler à

190 formations réparties dans les huit universités et 68 formations dans les Instituts supérieurs d'enseignement professionnel (Isep). Prenant part à la rencontre, le directeur de l'Office du baccalauréat, le Pr Cheikh Ahmadou Bamba Guèye, informe que cette année, il y a 166.400 candidats inscrits au baccalauréat. Ils sont

répartis dans 480 centres d'examen et 506 jurys. Il a précisé que 52,67% des candidats sont issus du public. Il y a 137.044 candidats littéraires, 1.538 candidats franc-arabes et 5.960 candidats arabes. Les candidats scientifiques et techniques sont au nombre de 26.628, soit 16%.

Allou KANDE

Un Universalon prévu en juin

Un salon de l'orientation appelé Universalon sera organisé en juin prochain par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, a annoncé, hier, Abdourahmane Diouf, lors de la cérémonie d'ouverture de la plateforme Campusen.

L'événement aura lieu du 13 au 15 juin 2025. Il vise à informer les futurs bacheliers et leurs parents sur l'offre de formation dans les établissements d'enseignement supérieur publics et privés, comme l'a soutenu le ministre.

A. KANDE

Le Soleil
16 mai 2025



ACTUALITE INTERNATIONALE



L'administration Trump coupe 450 millions de dollars de plus à Harvard

AFP - Nouveau round du combat de Trump contre Harvard. Le gouvernement américain a coupé, hier, 450 millions de dollars supplémentaires en subventions à la prestigieuse université, au lendemain d'un appel au dialogue de sa direction. Grand soutien d'Israël, Donald Trump accuse d'antisémitisme Harvard et d'autres universités américaines de renom comme Columbia, pour avoir laissé prospérer, sur leurs campus, les mouvements étudiants contre les bombardements meurtriers dans la bande de Gaza. Harvard, l'université la plus ancienne des États-Unis et l'une des mieux classées au monde, s'est particulièrement attiré les foudres du Président républicain en attaquant en justice le gel par son gouvernement de deux-milliards de dollars de subventions fédérales, décidé après que l'institution de renom a refusé de se plier à une série d'exigences de Donald Trump. Le groupe de travail sur l'antisémitisme de l'administration Trump a annoncé que huit agences fédérales américaines avaient « résilié environ 450 millions de dollars en subventions (supplémentaires) à Harvard », en accusant notamment l'université « d'avoir échoué dans sa lutte contre l'intimidation antisémite sur son campus ».

Le Soleil
15 mai 2025



VIE ETUDIANTE



Les amicales décrètent une grève illimitée et invitent les étudiants à rentrer chez eux

La coordination des amicales d'UFR de l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB) annonce une grève illimitée assortie d'un appel à tous les étudiants à quitter le campus "jusqu'à nouvel ordre". Cette décision radicale intervient suite à une série de difficultés que les étudiants jugent « insupportables et à l'inaction prolongée des autorités universitaires. »

D'après le communiqué parvenu à PressAfrik les problèmes sont nombreuses, à savoir « l'inachèvement du complexe de 1000 lits, en attente depuis plus de trois ans, obligeant les étudiants à payer des loyers exorbitants. L'absence de connexion Wi-Fi au pavillon D du campus 2 depuis plus de six mois, compromettant la recherche et la rédaction de mémoires. Un seul restaurant de moins de 300 places pour plus de 13 000 étudiants. Un service médical réduit à trois lits seulement pour l'ensemble des étudiants. Une unique am-

balance pour l'ensemble du campus. Un manque criant de salles de cours et l'indisponibilité des laboratoires, en chantier depuis plus de sept ans. »

À ces difficultés matérielles s'ajoute une dégradation du climat sécuritaire. La coordination dénonce « des intrusions répétées des Forces de défense et de sécurité (FDS) dans les campus avec usage de gaz lacrymogènes, après autorisation du recteur. » Ces interventions violentes ont, selon les étudiants « causé de nombreux blessés parmi eux. »

Face à ce tableau jugé "alarmant" et au "silence coupable" des autorités de tutelle, les présidents des amicales (Mouhamed Maleyni Lo, Alpha Oumar Diallo, Talla Ndiaye) affirment qu'aucune autre solution n'est envisageable. Ainsi "la coordination, seule structure habilitée à défendre les intérêts moraux et matériels des étudiants, invite la communauté au respect du mot d'ordre."

L'Evidence
14 mai 2025

Les étudiants en grève illimitée

Les étudiants de l'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb) ont décidé de prolonger la grève qu'ils ont entamée depuis le mardi dernier pour exprimer leur désaccord sur la dissolution momentanée de leurs amicales par le Conseil académique.

DIOURBEL - Les étudiants de l'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb) se retrouvent dans une situation complexe. Ils sont invités à suivre deux décisions contradictoires à partir du 19 mai 2024. La première est de rejoindre les amphithéâtres le lundi prochain, conformément à la volonté du conseil académique. La deuxième consiste à rester chez eux jusqu'à nouvel ordre sur instruction de leurs délégués. Avant-hier, mardi, le Conseil académique de cette institution avait pris la décision de dissoudre leurs amicales de manière temporaire, à compter du 13 mai, suite au mouvement d'humeur qu'ils ont entamé depuis le vendredi 18 avril 2025, pour des questions d'ordre social, pédagogique et infrastructurel.

En prenant cette décision, le conseil académique a mentionné, dans son communiqué, qu'il a constaté des faits graves ayant entraîné des incidents. Il cite notamment le boycott persistant des enseignements en dépit des efforts consentis pour normaliser l'année universitaire, des atteintes aux libertés académiques et une situa-

tion d'insécurité installée par des manifestations violentes impactant la continuité du service et mettant en danger le personnel et les usagers de l'université. Hier, malgré des échanges avec des membres de la commission éducation de l'Assemblée nationale, les pensionnaires de l'Uadb ont décidé de durcir le ton en décrétant une grève illimitée, malgré les interventions de bonnes volontés. Le président de l'amicale des étudiants de l'Ufr Sciences appliquées et techniques de l'information et de la communication (Satic) informe qu'ils ont pris cette décision pour protester contre la réaction de leur Conseil académique. Ils déplorent aussi ce qu'ils qualifient comme étant une insécurité avec l'autorisation accordée aux Forces de défense et de sécurité (Fds) de pénétrer dans les campus sociaux et pédagogiques avec des tirs de gaz lacrymogènes, mettant en danger la vie de nombreux étudiants.

Après avoir annoncé la grève illimitée, les trois présidents d'amicale ont demandé à leurs camarades à rentrer chez eux jusqu'à nouvel ordre.



L'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb) traverse une crise.

Les délégués des étudiants de cette université déplorent, entre autres, l'inachèvement du complexe de 1.000 places en finition depuis plus de trois ans, la coupure de la connexion Wi-Fi du pavillon D du campus 2, depuis plus de cinq mois, affectant ainsi les travaux de recherche et de rédaction de mémoires, des manquements au service médical, une pénurie d'eau récurrente ainsi que le déficit de salles de cours et de travaux dirigés, l'indisponibilité des laboratoires en chantier depuis plus de sept ans.

Oumar Bayo BA (Correspondant)

Le Soleil
15 mai 2025



ACTUALITE SYNDICALE



■ PACTE DE STABILITÉ ÉTAT ET CENTRALES SYNDICALES

Le Cusems insiste sur la matérialisation des accords signés

Le Cadre unitaire syndical des enseignants du moyen et secondaire (Cusems) a tenu, le samedi dernier, à Dakar, un Conseil syndical national. L'événement a été mis à profit par le secrétaire général national dudit syndicat, Ndongo Sarr, pour insister sur la matérialisation des anciens protocoles d'accord signés avec l'État.

Le ton est ferme, la ligne rouge clairement tracée. « Le pacte de stabilité signé entre l'État et certaines centrales syndicales ne nous engage pas », tranche Ndongo Sarr, secrétaire général national du Cadre unitaire syndical des enseignants du moyen et secondaire (Cusems). S'exprimant en marge de l'ouverture du Conseil syndical national du Cusems, le 10 mai, au Centre de formation Sénégal-Japon à Dakar, le leader syndical a expliqué sa position par rapport au pacte national de stabilité signé récemment entre l'État et certaines centrales syndicales. « Le pacte de stabilité ne nous engage pas. Nous considérons que nous avons déjà un pacte avec les autorités étatiques, à travers les protocoles d'accord que nous avons signés. Or, ces accords ne sont toujours pas matérialisés », a affirmé le patron du Cusems.

Le Conseil national du Cusems, le dernier du mandat en cours depuis octobre 2020, a réuni les délégués venus de toutes les régions du pays. Il se tient dans un contexte marqué par une volonté affichée du gouvernement de pacifier le climat social à travers un pacte global avec les partenaires sociaux. Mais pour ce syndicat, cette démarche ne saurait effacer les engagements déjà pris.

Selon Ndongo Sarr « l'État du Sénégal est attendu sur deux points : l'apurement du passif et l'ouverture de négociations franches sur les questions nouvelles ».

Ce passif, selon lui, est lourd, il s'agit des engagements non tenus depuis des décennies, notamment en matière de foncier ou d'indemnités diverses. « Il y a des accords qui datent de 2003, de 2011 (etc.). Et jusqu'à présent, rien. Les questions comme l'octroi de parcelles ou la gestion du système de rémunération sont toujours en suspens. Même les protocoles de 2018-2022 restent sans suite », dénonce M. Sarr. Selon le syndicaliste, « ces lenteurs affectent directement la carrière et la motivation de milliers d'enseignants ». « Il y a des camarades qui stagnent dans leur parcours à cause des lenteurs administratives ou de l'absence de formation qualifiante. Ce sont des injustices à réparer », a fait savoir l'enseignant.

L'État, a-t-il indiqué, est une continuité avant d'ajouter que « le Gouvernement est là depuis un an et qu'un délai de grâce ne peut être éternel ».

Daouda DIOUF

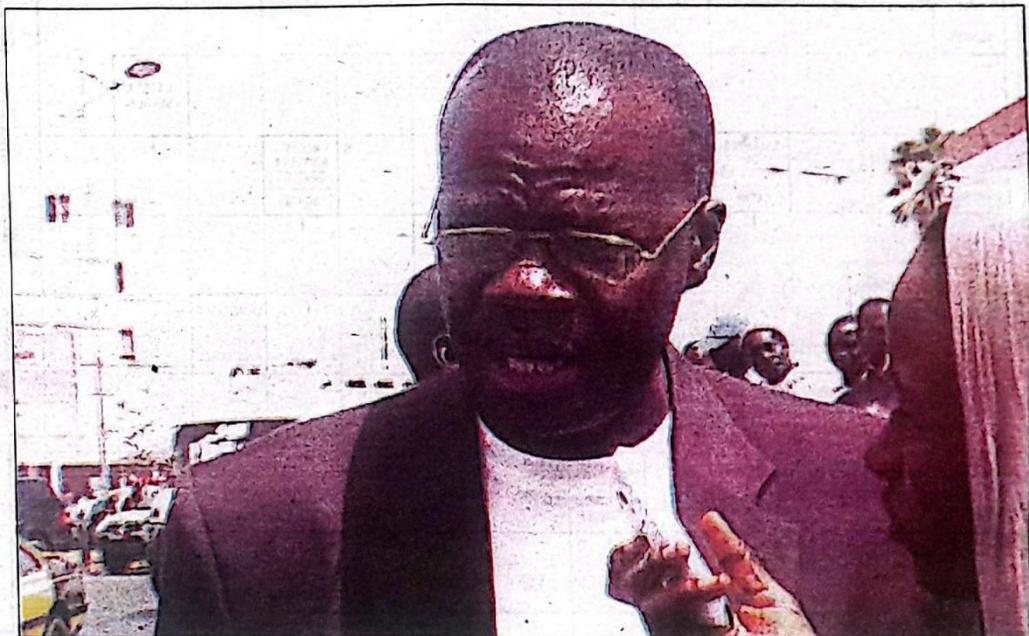
Le Soleil
12 mai 2025

Foo nekk foofu la



«Nous avons déjà un pacte avec l'Etat»

Que le pouvoir ne compte pas sur le Cadre unitaire syndical des enseignants du moyen-secondaire (Cusems) pour le succès du pacte de stabilité signé avec les acteurs sociaux. A l'instar des travailleurs de la justice, le secrétaire général dudit syndicat se démarque de cette politique tout en invitant le gouvernement au respect de son engagement signé avec le G7.



Le Secrétaire général du Cusems, Ndongo Sarr estime que les protocoles d'accord étaient un pacte de stabilité que les enseignants ont déjà respecté

Le bureau national du Cadre unitaire syndical des enseignants du moyen-secondaire (Cusems) prépare son congrès prévu au mois de septembre prochain. En prélude à cet événement de renouvellement des instances, un conseil syndical national a été convoqué, ce samedi à Dakar, par Ndongo Sarr, secrétaire général dudit syndicat. Un prétexte pour revenir sur les attentes des acteurs de l'éducation des nouvelles autorités. «Ce conseil syndical se tient dans un contexte où on parle de signature d'un pacte de stabilité sociale avec l'Etat, donc nous nous démarquons de manière très claire. Nous considérons que nous avons déjà un pacte avec l'Etat. Car, nous avons signé des protocoles d'accord auxquels l'Etat s'était engagé à respecter. Sur cette base, nous avons repris

les cours. Donc, nous, enseignants, avons honoré notre part d'engagement», rappelle-t-il.

Le syndicaliste invite l'Etat à respecter son engagement avant de se lancer dans un autre chantier. Selon lui, les nouvelles autorités qui héritent de l'actif et du passif de leurs prédécesseurs, doivent donner au G7 qui sont les syndicats les plus représentatifs du secteur de l'Education, des gages sur le passif. Lequel passif, estime-t-il, concerne la question du système de rémunération. Pourtant, souligne Ndongo Sarr, les nouvelles autorités «s'étaient engagées une fois au pouvoir à se pencher sur cette question». Ainsi, il demande la concrétisation de cette promesse le plus rapidement possible. En outre, le patron du Cusems a évoqué «la formation dont dépend la carrière de nom-

bre d'enseignants». «Des choses sont annoncées, mais, ce que nous attendons, c'est le démarrage effectif de la formation», lance-t-il pour ainsi dire que cette question nécessite une enveloppe de 409 millions de francs Cfa. «Ce n'est pas beaucoup au regard de ce que ces autorités engrangent par jour. Ancien ministre des Finances, Moustapha Ba, paix à son âme, disait ne pas comprendre que la formation soit bloquée pour 400 millions francs Cfa. Alors que tous les

jours, l'Etat recevait du Port autonome de Dakar une enveloppe de près de cinq milliards», se désole le secrétaire général du Cusems.

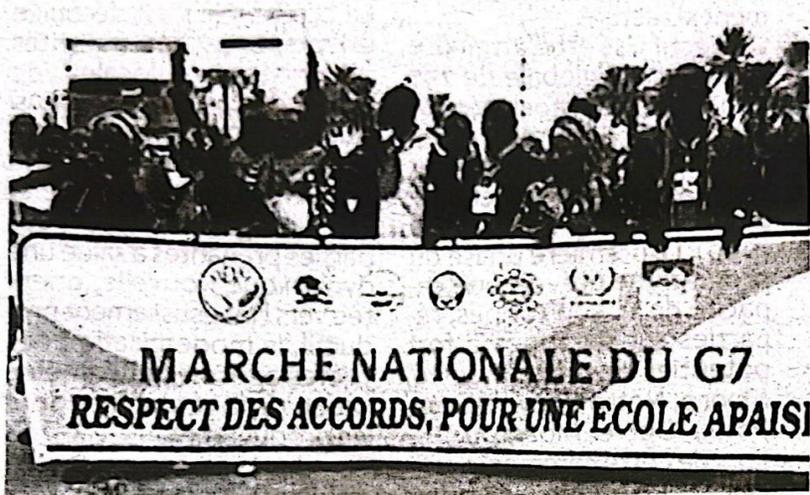
Le Secrétaire général du Cusems réclame des réponses sur les points relatifs à la retraite des enseignants, à la situation

des décisionnaires. Selon lui, il faut le règlement de ces questions pour que l'Etat ouvre des négociations franches sur des questions nouvelles. Par ailleurs, le syndicaliste affirme que son organisation «a déjà déposé un préavis de grève».

Salif KA

Walf Quotidien
12 mai 2025

Le G7 demande au gouvernement de respecter ses engagements pour garantir le bon déroulement des enseignements-apprentissages.



contres sectorielles ; l'immobilisme sur le passif ».

Les syndicats du G7 se disent «convaincus de l'impérieuse nécessité de redynamiser le dialogue dans le secteur de l'Éducation et de la Formation » mais aussi «soucieux de respecter l'esprit des élections de représentativité syndicale dans le secteur public de l'Éducation et de la Formation ».

Mieux, «déterminés à jouer leur partition dans la création d'une école de la réussite sous le sceau de l'apaisement », les syndicats du G7, «dénoncent l'omission incompréhensible de l'essentiel des revendications du G7 constituées principalement du passif des différents protocoles signés dans le pacte national de stabilité.

Pour le G7, «seul le strict respect des engagements consignés dans les différents protocoles et l'ouverture de négociations franches peuvent garantir la stabilité dans le secteur de l'Éducation et de la Formation ».

Aussi le G7 «appelle-t-il le gouvernement à œuvrer dans ce sens pour épargner au secteur toute crispation préjudiciable au déroulement correct des enseignements apprentissages ».

Ndèye Khady Ndiaye

Selon le G7, «ces manquements constituent des dysfonctionnements auxquels viennent s'ajouter des impairs notés dans le processus de mise en œuvre des orientations déclinées par le Premier ministre à l'occasion de la grande rencontre tripartite du jeudi 27 février 2025. Ces impairs se mesurent par l'absence des ministères utilisateurs notamment le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Formation professionnelle lors des rencontres sectorielles ; la mise à l'écart des syndicats représentatifs du secteur de l'Éducation et de la Formation aussi bien lors de la grande rencontre tripartite qu'à l'occasion de ren-

BAMBEY/CRISE UNIVERSITAIRE

Le Saes appelle les acteurs au dialogue

Le Saes déplore et regrette la situation cahoteuse qui prévaut à l'université Alioune Diop de Bambey. Pour autant, le Syndicat autonome des enseignants du supérieur lance un appel à la retenue, à la responsabilité de tout le monde pour qu'on ait un espace universitaire apaisé et paisible. Le coordinateur de la section Saes/Uad, Dr Lat Sow, explique les causes de cette situation : « L'université Alioune Diop est la 4ème université en termes d'effectif d'étudiants après l'Ucad, l'Uvs et l'Ugb de Saint Louis. Elle accueille plus de 10000 étudiants alors qu'en terme d'infrastructures socio-pédagogiques, elle est la moins lotie au Sénégal. Le ministre de l'Enseignement supérieur lors de sa visite avait constaté ces problèmes et avait déclaré que l'université Alioune Diop avait besoin d'un plan d'urgence de construction d'infrastructures pour dépasser cette situation de crise. Et de plus, cette année, le ministre a violé le décret sur les orientations des nouveaux bacheliers en envoyant près de 4000 étudiants alors que les instances pédagogiques habilitées à donner les capacités d'accueil ont tablé sur 2180 étudiants. Et tout cela fait empirer la situation à Bambey ». Et de poursuivre : « C'est pourquoi le Saes lance un appel à l'État du Sénégal pour qu'il apporte des solutions structurelles parce que l'Uadb a un problème structurel en termes d'infrastructures. Nous lançons également un appel à tous les acteurs, aux autorités pour qu'il y ait des discussions franches de sortie de crise puisque la crise n'arrange personne ». Pour information, le Conseil académique de l'université Alioune Diop qui s'est réuni mardi a décidé de maintenir le calendrier académique, de suspendre les enseignements des UF ECOMIJ, SATIC, SDD jusqu'au lundi 19 mai à 08 heures mais aussi la dissolution des amicales des UF ECOMIJ, SATIC et SDD.

ADAMA NDIAYE

Le SUDES-ESR dénonce des mesures inadaptées

Face à la crise sécuritaire et pédagogique qui secoue l'Université Alioune Diop (UAD) de Bambey, la section locale du Syndicat Unitaire et Démocratique des Enseignants du Sénégal-Enseignement Supérieur et Recherche (SUDES-ESR) exprime son indignation. Dans un communiqué en date du 14 mai 2025, le syndicat fustige la gestion de la situation par les autorités universitaires notamment des «mesures inappropriées» de suspension des cours dans certaines UFR et appelle à un dialogue inclusif, respectueux des franchises universitaires.

«Le SUDES-ESR UAD tient à exprimer ses vives préoccupations sur la situation sécuritaire à l'UAD et son indignation face à des mesures inappropriées pour rétablir rapidement les conditions d'un climat apaisé pour une meilleure continuité des enseignements», déclare la section locale du Syndicat Unitaire et Démocratique des Enseignants du Sénégal-Enseignement Supérieur et Recherche (SUDES-ESR) de l'Université Alioune Diop (UAD) de Bambey.

«Il semble que l'histoire récente des crises universitaires ne nous a pas appris grand-chose», poursuit le SUDES-ESR de l'UAD de Bambey. «Enfin, il est important de rappeler aux autorités universitaires que la présence des Forces de l'ordre n'a jamais permis d'assurer la continuité sereine des enseignements. Le respect des franchises universitaires demeure un principe fondamental, qu'il convient de préserver avec la plus grande rigueur», relève le syndicat.

Dans cette optique, il souligne que «l'UAD a aujourd'hui simplement besoin d'un plan d'urgence, et il est temps de s'y atteler sérieusement et définitivement dans l'unité avec toutes les composantes de l'UAD». «Malgré tout, le SUDES UAD condamne toutes violences de tout bord et de toute forme».

LE SUDES-ESR INDEXE LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE

Selon le SUDES-ESR, «Le véritable problème trouve son origine dans les nombreuses promesses non tenues de la tutelle et les effectifs pléthoriques orientés à l'UAD chaque année sans accompagnements socio-pédagogiques». De plus, «les étudiants ne constituent pas le problème, ils cherchent à leur manière à



obtenir des solutions et de meilleures conditions d'apprentissage», note le syndicat. Par conséquent, «Il est donc essentiel de continuer à privilégier un dialogue permanent et la concertation, plutôt que d'opter pour des mesures unilatérales et radicales, qui risquent d'être contre productives», conseille-t-il.

UNE CRISE PLURIELLE, SELON LE SUDES-ESR

«Il faut rappeler que les perturbations notées cette année ne sont pas uniquement dues aux manifestations d'étudiants, les enseignants permanents et vacataires y ont aussi contribué, chaque catégorie sociale avait ses raisons, les étudiants aussi» fait savoir le syndicat. Et d'ajouter que «Certains objectifs purement politiques et qualifiés de pédagogiques à l'instar de la normalisation de l'année universitaire devrait être remise à une année ultérieurement plus favorable».

En attendant, «Nous espérons que les UFR privilégieront des décisions fondées sur des considérations pédagogiques, plutôt que sur des logiques politiques». «Toutefois, une clarification s'impose quant au calendrier universitaire maintenu en vigueur : s'agit-il de l'année 2023-2024 ou de 2024-2025 ? Lequel est concerné ? Car si c'est la dernière année, il fallait aussi prendre la responsabilité d'imposer en même temps la session unique et des semestres de moins de 6 ou 5 semaines», conclut la même source.

SOPHIA MANGA (STAGIAIRE)

Le Sudes fustige les « mesures inappropriées » du Conseil académique

La section de l'Université Alioune Diop (Uad) de Bambey du Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal/Enseignement supérieur (Sudes/Esr) a réagi aux décisions prises par le Conseil académique.



À la lecture du communiqué n° 37 du 13 mai 2025 du Conseil académique, le Sudes-Esr/ Uad a exprimé « ses vives préoccupations sur la situation sécuritaire à l'Uad et son indignation face à des mesures inappropriées pour rétablir rapidement les conditions d'un climat apaisé pour une meilleure continuité des enseignements ». Selon les syndicalistes, « il semble que l'histoire récente des crises universitaires ne nous a pas appris grand-chose ». Le Sudes-Esr/Uad d'asséner : « Toutefois, une clarification s'impose quant au calendrier universitaire maintenu en vigueur : s'agit-il de l'année 2023-2024 ou de 2024-2025 ? lequel est concerné ? Car si c'est la dernière année, il fallait aussi pren-

dre la responsabilité d'imposer en même temps la session unique et des semestres de moins de 6 ou 5 semaines. Nous espérons que les Ufr privilégieront des décisions fondées sur des considérations pédagogiques, plutôt que sur des logiques politiques ». D'après le Sudes/Esr-Uad, « certains objectifs purement politiques et qualifiés de pédagogiques à l'instar de la normalisation de l'année universitaire devrait être remise à une année ultérieurement plus favorable. Il faut rappeler que les perturbations notées cette année ne sont pas uniquement dues aux manifestations d'étudiants, les enseignants permanents et vacataires y ont aussi contribué, chaque catégorie so-

ciale avait ses raisons, les étudiants aussi. Il est donc essentiel de continuer à privilégier un dialogue permanent et la concertation, plutôt que d'opter pour des mesures unilatérales et radicales, qui risquent d'être contre-productives. Les étudiants ne constituent pas le problème, ils cherchent à leur manière à obtenir des solutions et de meilleures conditions d'apprentissage ». Les syndicalistes sont formels : « Le véritable problème trouve son origine dans les nombreuses promesses non tenues de la tutelle et les effectifs pléthoriques orientés à l'Uad chaque année sans accompagnements socio-pédagogiques ».

Malgré tout, le Sudes-Esr/Uad « condamne toutes violences de tout bord et de toute forme ». L'Uad a aujourd'hui simplement besoin d'un plan d'urgence, et il est temps de s'y atteler sérieusement et définitivement dans l'unité avec toutes les composantes de l'Uad ». Enfin, « il est important de rappeler aux autorités universitaires que la présence des forces de l'ordre n'a jamais permis d'assurer la continuité sereine des enseignements. Le respect des franchises universitaires demeure un principe fondamental, qu'il convient de préserver avec la plus grande rigueur ».

Mohamed Fadel Ndiaye
(Correspondant)

THIÈS A l'université Iba Der Thiam, les nouvelles mesures de sécurité indisposent le corps professoral

Depuis presque un mois, l'administration de l'Université Iba Der Thiam de Thiès a mis en place des nouvelles mesures de sécurité. Elles consistent à soumettre à une fouille corporelle tous les usagers à l'entrée et à la sortie de l'université. Le dispositif sécuritaire s'applique à tout le monde : étudiants comme professeurs. Mais pour ces derniers, ces fouilles constituent une violation de leur dignité. Regroupés autour du Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (Saes), ils ont tenu une assemblée générale pour dénoncer ces mesures. Désormais, ont-ils décidé, une simple présentation de carte suffira, en lieu et place des palpations auxquelles ils sont soumis tous les jours. Une décision qu'ils ont

commencé à appliquer, hier, et qui a créé des remous entre l'administration et le corps professoral. Un enseignant qui a refusé la fouille de son véhicule, a été bloqué à l'entrée par des vigiles. L'intervention du professeur Youssou Gning, Chargé des revendications de la coordination Saes de Thiès, va ajouter de l'huile sur le feu. « Un agent de l'administration m'a trouvé à la porte et a commencé à hausser le ton sur moi.

On s'est disputés et un vigile m'a agressé. Il m'a donné un coup de poing avant que les autres vigiles ne viennent me rouer de coups. Ils m'ont agressé physiquement et déchiré mes habits », raconte le Pr Youssou Gning. Les professeurs déplorent que l'administration n'ait pas fait assez de communication autour de ces mesures. « C'est une nouvelle mesure de sécurité qui n'a pas été communiquée. Ils se sont levés un bon matin pour nous l'imposer. On ne va plus jamais accepter qu'on nous fouille et nous interpellons les autorités étatiques », s'est encore indigné Pr Gning. Coordinateur du Saes à Thiès, le professeur Dr Moussa Dia croit que le Recteur de l'Ud est le seul responsable de ce qui se passe dans cette université. « La situation que nous vivons à l'Ud n'existe nulle part ailleurs. On est en train de violer le droit et la dignité des enseignants. On nous fouille comme des présumés voleurs. C'est une mesure attentatoire à la liberté des gens. C'est injuste ». Face à cette situation et surtout à l'agression d'un des leurs, les enseignants ont promis de se battre.

ABLAYE GADIAGA SARR

Libération
16 mai 2025

L'OBS
16 mai 2025



ACTUALITE UN-CHK



Première sortie officielle victorieuse de l'ASC-ENO basketball face à « Don Bosco »



[Regarder la vidéo](#)

Lancement du Hackathon SPARK Brain Hack 2025 avec le Centre des Académies et Technologie (CAT) de l'UN-CHK

L'événement vise à renforcer les compétences pratiques des participants à travers un atelier appliqué de type hackathon, après la première phase de formation de 8 semaines, dans le cadre du programme SPARK Academy. Les équipes multidisciplinaires en compétition seront ainsi accompagnées dans le développement, la mise en œuvre et l'évaluation de solutions innovantes en imagerie médicale basées sur l'intelligence artificielle.

Durant ces cinq jours, elles développeront des prototypes de solutions d'IA répondant à des problématiques cliniques précises. Ce sera également une manière de renforcer l'autonomie des apprenants dans l'utilisation d'outils et de bibliothèques d'IA (Python, PyTorch, TensorFlow, etc.) et l'acquisition de bonnes pratiques en matière de recherche, de documentation, de validation et de présentation de projets en santé numérique.

La production d'une revue scientifique est également prévue pour la dernière phase du programme.

Mamadou Alpha SANE

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)



©DCM/UN-CHK



L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) a reçu la visite d'un groupe d'élèves de *IQRA Bilingual Academy*, le mercredi 14 mai 2025, au siège de l'institution sis à la Cité du Savoir de Diamniadio.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre des « Mercredi de la science », un projet lancé par la Direction générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI), visant à promouvoir la culture scientifique et technique chez les élèves des collèges et lycées, en leur offrant l'opportunité d'être en immersion notamment dans la Cité du Savoir.

Lors de leur visite à l'UN-CHK, les élèves ont eu l'occasion de découvrir la salle des serveurs, la salle multimédia destinée à l'enregistrement des cours en ligne et à échanger avec des responsables de structures et des alumni de l'université pour un partage d'expérience académique et professionnelle.

Nous leur souhaitons une bonne continuation dans leurs études !



AGENDA





Foot Ball, Hand Ball
Hackathon, Scrabble
Concours artistiques
et culturels



Phase éliminatoire



Foo nekk foofu la

6^{ÈME} ÉDITION

COUPE DU RECTEUR

Kaolack 2025

THEME :

« Sports, Actions et Loisirs pour
l'Ouverture et la Mutualisation (SALOUM) »



Pour toute information :

<https://www.unchk.sn/coupe-du-recteur-de-lun-chk/>

La compétition se poursuit! le programme des prochaines rencontres est consultable via le lien ci-contre : [calendrier des matchs de la 3ème journée](#).

JOURNÉES D'INTÉGRATION

du BENO* de Podor

du 14 au 17 mai 2025

ENO de Podor

THÈME : « L'Université numérique : une réponse aux inégalités d'accès à l'Enseignement supérieur »



Foo nekk foofu la

* Bureau des Etudiants de l'Espace numérique ouvert

Proximité, Ouverture, Engagement,
Excellence, Ethique

Rentrée académique
2024-2025

Bienvenue
aux nouveaux
étudiants
de l'UN-CHK*



pour plus d'informations, écrire à :
beno.podor@unchk.edu.sn
ou baio.podor@unchk.edu.sn



JOURNÉES D'INTÉGRATION

du BENO* de Keur Massar

 Du 15 au 17 Mai 2025

 ENO de Keur Massar



pour plus d'informations, écrive à :

beno.keurmassar@unchk.edu.sn - baio.keurmassar@unchk.edu.sn



Foo nekk foofu la

* Bureau des Etudiants de l'Espace numérique ouvert

Rentrée académique
2024-2025

Bienvenue
aux nouveaux
étudiants
de l'UN-CHK*

DCM/UM

Proximité, Ouverture, Engagement,
Excellence, Ethique



AGENDA



Ambasciata d'Italia
Dakar



 Mardi
20 mai 2025
à partir de
09 heures
à l'ENO*
de
Mermoz

 YouTube
LIVE
@unchk_sn

 zoom

* Espace numérique ouvert

JDA  1^{ère} ÉDITION
Tournée de la
Diplomatie académique

« Pour une diplomatie académique
au service du développement »

Partenaire et invitée d'honneur, Ambassade d'Italie au Sénégal

EMBAIXADA DO
BRASIL
DAKAR


Foo nekk foofu la



OPPORTUNITES



AGENDA



UNIVERSITÉ ROSE DIENG
FRANCE - SENEGAL



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

APPEL A COMMUNICATION



THÈME :

**Intelligence Artificielle - Traitement
des Données Appliquées**

**Pour plus d'informations, écrire à
weccoo@urdfs.edu.sn**

Modalités de participation :

Soumettre un abstract de 500 mots
en lien avec le thème de la session

Délai de soumission :
le 31 mai 2025

Envoi des candidatures à :
weccoo@urdfs.edu.sn

Date : Mercredi 11 juin 2025



Too nekk foofu la

L'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) recrute pour ces 20 postes (14 avril 2025)/ Type de contrat : CDI

I. RECRUTEMENT DE PERSONNEL ENSEIGNANT (PER)

Liste Postes PER Disponibles

- Un (01) enseignant Chercheur en Electronique
- Un (01) enseignant Chercheur en Electrotechnique
- Un (01) enseignant Chercheur en Informatique industrielle
- Deux (02) enseignants Chercheurs en Chimie Physique
- Un (01) ENSEIGNANT CHERCHEUR EN CHIMIE ORGANIQUE -BIOCHIMIE
- Deux (02) enseignant Chercheur en Science de l'éducation
- Un (01) enseignant Chercheur en didactique de l'Allemand.

[Cliquez ici pour en savoir plus des postes](#)



FORCE-N : recrutement de mentors pédagogiques

FORCE-N mis en place par l'UN-CHK et la fondation Mastercard, lance un appel à candidatures pour le recrutement de mentors pédagogiques pour les certificats de compétence De Intelligence Artificielle ; Data Analysis ; Data Engineering. Les dossiers de candidature peuvent être soumis à travers le formulaire de candidature à l'adresse suivante : <https://urlz.fr/nn1s>.

Le dossier de candidature doit impérativement comporter les éléments suivants : lettre de motivation ; CV actualisé, copies des diplômes et certificats obtenus

Les fiches d'appel à candidatures sont consultables via les liens ci-après :

[AAC - certificat de compétence en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE](#) ;

[AAC - certificat de compétence en DATA ANALYSIS](#) ;

[AAC - certificat de compétence en DATA ENGINEERING](#).

Pour toute information complémentaire, écrire à mentorat@unchk.edu.sn.

Programme de bourses Japon-Banque mondiale 2025

La Banque mondiale et le Japon lancent une bourse d'étude pour les pays en développement.

Ouverture des candidatures le 13 janvier 2025 pour des étudiants des pays en développement souhaitant poursuivre un master dans des domaines liés au développement.

Universités partenaires : 24 (États-Unis, Europe, Afrique, Océanie, Japon). Programmes : 41 masters.

Périodes de candidature :

La fenêtre 2 sera ouverte du **25 mars au 23 mai 2025 à 12h00**

La bourse couvre les frais de scolarité , les billets d'avion , et une allocation mensuelle , avec l'engagement des bénéficiaires de retourner dans leur pays pour y appliquer leurs compétences.

Plus d'informations : <https://www.worldbank.org/en/programs/scholarships/jj-wbgsp>

Concours ESP DAKAR

L'École Supérieure Polytechnique (ESP) de Dakar ouvre les inscriptions pour le concours d'entrée en Diplôme d'Ingénieur de Conception (DIC). Une opportunité unique pour intégrer une formation d'excellence et se préparer à un avenir brillant dans le domaine de l'ingénierie

- ✓ Génie Chimique, Industries Alimentaires
- ✓ Génie Biologique et Biotechnologies
- ✓ Génie Électrique
- ✓ Génie Civil
- ✓ Génie Mécanique
- ✓ Génie Informatique
- ✓ Télécommunications et Réseaux

Date limite de dépôt des dossiers : 23 mai 2025

Concours d'entrée : Mercredi 11 juin & Jeudi 12 juin 2025

Inscription en ligne : <https://concours.esp.sn>

Intéressés par les métiers de l'Intelligence artificielle et des données ?



Rejoins notre parcours*
d'accompagnement

urlz.fr/utsZ

Jusqu'au
25 MAI 2025 23^H
59^{MN}

100%
Gratuit

Cibles
jeunes de **-36 ans**

Deuxième tour d'appel à candidatures pour le Erasmus Mundus Master CLE (Cultures Littéraires Européennes)

Le deuxième tour d'**appel à candidatures** pour le Master Erasmus Mundus CLE est ouvert **jusqu'au 29 mai 2025**.

Le Master CLE (Cultures Littéraires Européennes) est un programme Erasmus Mundus qui rassemble **huit universités**, 3 partenaires académiques et **trente partenaires non-académiques** (instituts de culture, agences de communication, maisons d'éditions) en Europe et au-delà.

Part pendant deux ans à la découverte des cultures et des littératures européennes en choisissant un plan de mobilité entre deux ou trois parmi nos partenaires:

Université de Bologne – Université de Haute-Alsace (Mulhouse) – Université de Lisbonne – Université de Thessalonique – Université de Strasbourg – Université de Mumbai (Inde) – Université Anta Cheick Diop de Dakar (Sénégal) – Université d'État Ivane Javakhishvili de Tbilissi (Géorgie)

Nous vous attendons à la prochaine Online Info Session le 7 mai 2025 à 14h00 (GMT+1, Rome-Paris).

Pour toute autre information, n'hésitez pas à visiter le site <https://cle.unibo.it/>

Appel à candidatures pour les bourses de la République arabe d’Egypte 2025-2026

Le Ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de l’Innovation communique :
Le Gouvernement de la République arabe d’Egypte a attribué au Gouvernement de la République du Sénégal quinze (15) bourses d’étude en Licence et en [Master](#) au titre de l’année académique 2025-2026.

Critères d’éligibilité :

- Être de nationalité sénégalaise ;
- Ne pas être de mère ou de père égyptien ;
- Être âgé de moins de 25 ans ;
- Être titulaire d’un baccalauréat obtenu en 2023 ;
- Être en bonne santé.

Les dossiers de candidature sont reçus à la **Direction des bourses, 52, Rue Saint Michel (ex Docteur Thèze)**, jusqu’au **vendredi 30 mai 2025**, délai de rigueur.

Plus d’informations sur le dossier de candidature [ici](#)

Concours d'Entrée au Centre de Formation Professionnelle Horticole (CFPH) de Cambérène 2025 – Dépôts Ouverts

Le Centre de Formation Professionnelle Horticole de Cambérène (CFPH) organise son [concours](#) d'entrée le **03 juin 2025** pour la section BT Horticole et le **04 juin 2025** pour la section CAT Horticole. Les épreuves se dérouleront dans plusieurs villes : Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack, Ziguinchor, Diourbel, Kolda et Tambacounda.

Conditions de Participation

- **Pour le BT Horticole** : Être titulaire du BFEM ou diplôme équivalent, âgé de 28 ans maximum au 31/12/2025.
- **Pour le CAT Horticole** : Avoir terminé la classe de 4ème ou une formation en Centre d'Initiation Horticole (CIH).

Dépôt des dossiers avant le **30 mai 2025**

Adresse : CFPH, Route de Cambérène, Dakar

Tél : +221 77 135 09 69

Site : www.cfph-dakar.com

Les détails du concours à voir [ici](#)



N° 0000746

Un Peuple-Un But-Une Foi

Dakar, le 11 AVR 2025

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

OPPORTUNITES

*Le Ministre,***COMMUNIQUE**Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche
et de l'Innovation communique :

Le Gouvernement de la République arabe d'Egypte, a attribué au Gouvernement de la République du Sénégal, quinze (15) bourses d'étude en Licence et en Master, au titre de l'année académique 2025-2026.

Critères d'éligibilité :

- Être de nationalité sénégalaise ;
- Ne pas être de mère ou de père égyptien ;
- Être âgé de moins de 25 ans ;
- Être titulaire d'un baccalauréat obtenu en 2023 ;
- Être en bonne santé.

Dossiers de candidature :

- 1) Une demande manuscrite adressée au Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (préciser l'adresse exacte, le numéro de téléphone du candidat et celui du parent, l'email) ;
- 2) Deux copies certifiées conformes du diplôme du Baccalauréat ;
- 3) Deux copies certifiées conformes du relevé de notes du Baccalauréat
- 4) Deux copies certifiées conformes des relevés de notes et bulletins de notes (1^{er} et 2nd semestre de la Terminale),
- 5) Un certificat de bonne vie et mœurs ;
- 6) Un certificat médical attestant que le candidat n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et un carnet de vaccination contre la fièvre jaune ;
- 7) Un test négatif du VIH/SIDA ET HB ;
- 8) Une copie certifiée conforme du passeport (validité de 6 mois minimum) ;
- 9) Un extrait de naissance (moins de 6 mois) ;
- 10) Six (6) photos d'identité récentes.

Les dossiers de candidature sont reçus à la Direction des bourses, 52, Rue Saint Michel (ex Docteur Thèze), jusqu'au vendredi 30 Mai 2025, délai de rigueur.



Lancement d'un appel à communications pour les Doctoriales2025 de l'Ecole Doctorale Etude sur l'Homme et la Société ED THOS.

L'édition 2025 est une occasion pour rassembler les chercheurs, les partenaires publics et privés, les institutions nationales et internationales du secteur de la recherche et de l'enseignement, afin de réfléchir sur les défis actuels du continent africain, notamment les questions sociales, économiques, environnementales, sécuritaires, alimentaires, sanitaires.

Ces journées doctoriales ciblent les doctorants, les post-doctorants et les chercheur(e)s et enseignant(e)s-chercheur(e)s ainsi que les acteurs du développement. Elles sont ouvertes aux doctorants des universités nationales et internationales.

Les propositions de communication doivent être envoyées via le formulaire : <https://lnkd.in/eAr7Ee4a> ou à l'adresse : ecoledoctoraleethos@gmail.com au plus-tard le 31 mai 2025.

Pour postuler à la rentrée de septembre 2025 au canada

La rentrée de septembre, ou rentrée d'automne, est la période d'admission la plus courante dans les universités canadiennes. Elle commence généralement en septembre et attire la majorité des étudiants internationaux. Il est conseillé de commencer votre préparation dès maintenant pour maximiser vos chances d'admission.

Les trois rentrées possibles au Canada

Rentrée d'automne – Début en septembre.

Rentrée d'hiver – Début en janvier.

Rentrée de printemps/été – Début en mai.

Avantages de la rentrée de septembre 2025

Taux d'acceptation plus élevé par rapport aux autres rentrées.

La rentrée suit la fin de l'année scolaire dans plusieurs pays, ce qui permet aux étudiants de postuler après avoir terminé leur cursus.

LUS d'informations et Liste des Universités et dates limites pour la Rentrée de Septembre 2025:

<https://tuniversity.com/dates-limites-pour-postuler-a-la-rentree-de-septembre-2025-au-canada/>

Appel à candidature pour la 5e Edition du «Prix Galien Afrique»

En partenariat avec la Fondation Galien, l'Association Galien Afrique lance un appel à candidature pour la 5e Edition du «Prix Galien Afrique». Le Prix Galien Afrique récompense la recherche, l'excellence et l'innovation sur le continent africain.

Les catégories de prix sont les suivantes : Meilleur produit pharmaceutique, Meilleur produit de tradithérapie, Meilleur produit biotechnologique, Meilleure technologie médicale ou solution digitale (dispositif médical, de diagnostic, e-santé, télémédecine, dossier patient, etc.)

Chaque Prix est doté d'une bourse de 20.000.000 FCFA (Vingt millions de francs CFA); soit environ 30.000 USD (Trente mille US Dollars)

Les dépôts de candidature sont faits uniquement par voie électronique sur la base du formulaire disponible sur le site www.prixgalienafrique.com.

Pour toute question, s'adressez à secretariat@prixgalienafrique.com.

Date Limite de candidature : **Lundi 30 juin 2025 à 23 heures 59 minutes (GMT).**

Lancement du Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor 2025 de l'OIF et l'ALESCO

L'OIF et l'ALESCO, l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences, annoncent l'ouverture des candidatures pour la 18e édition du Prix de la traduction Ibn Khaldoun – Léopold Sédar Senghor.

Le Prix Ibn Khaldoun – Senghor récompense la traduction du français vers l'arabe et de l'arabe vers le français d'une œuvre littéraire et/ou en sciences humaines et sociales (En savoir +)

Le dernier délai pour la présentation des dossiers de candidature est fixé au 30 juin 2025.

[Plus d'informations](#)

Bourses du Gouvernement du Japon 2026

Veillez cliquer sur le lien ci-dessous pour toutes les informations, les formulaires etc. Lisez bien chaque « application guideline » car il y a souvent de nombreux candidats qui manquent des conditions ou documents requis et ne peuvent pas par conséquent passer la présélection.

[RECHERCHE](#)

[ETUDES UNIVERSITAIRES](#)

[ETUDES DE TECHNOLOGIE](#)

[ETUDE PROFESSION](#)

1. DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS : 30 mai 2025

2. ENVOYEZ A :

- Ambassade du Japon au Senegal
- E-mail : mouhamadou.cisse@dk.mofa.go.jp

3. NOTE

- L'examen écrit et l'interview prévus mi-juin – début juillet auront lieu à l'ambassade du Japon au Sénégal et à Praia, au Cap-Vert. Une date précise sera communiquée aux candidats qui auront passé la présélection.

OPPORTUNITES

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple-Un But-Une Foi

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

N°

MESRI/Cab/SG/DC/DB/DBE/BEPA/hs.

N° 0000747

Dakar, le

11 AVR 2025

Le Ministre,

COMMUNIQUE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche
et de l'Innovation communique :

L'Ambassade de la République islamique du Pakistan à Dakar, informe que l'Université COMSATS d'Islamabad (UCI) a offert des bourses d'études pour les Etats membres de COMSATS pour le programme de formation **Master et PhD** (doctorat) du semestre d'automne 2025.

Certains programmes clés sont énumérés ci-dessus :

| | | |
|----------------------------------|-------------------------|---------------------|
| Computer Sciences | Mathématiques | Management Sciences |
| Electrical Engineering | Physics | Project Management |
| Météorology | Chemistry | Biosciences |
| Earth Sciences (Applied Geology) | International Relations | Development Studies |
| Environmental Sciences | Artificial Intelligence | Software Engineerin |
| Data science | Remote Sensing et GIS | Chemical Engineerin |

Les détails concernant la procédure d'admission, les critères d'éligibilité, le calendrier des admissions, le forum de candidature et les détails des bourses sont disponibles sur le Site web du UCI :

www.Comsats.edu.pk, sous l'onglet 'International Students' ou à

<http://ww2.comsats.edu.pk/internationalstudents/> .

Il faut aussi signaler que les candidats aux bourses de CUI, assureront leur autofinancement dès l'admission dans les programmes de premier cycle.

La date limite de dépôt des candidatures pour les admissions de **l'automne 2025** est fixée au **lundi 30 juin 2025, délai de rigueur.**





Vous êtes étudiant en Licence 3
ou Master à l'UN-CHK ?

Renforcez vos soft-skills gratuitement
sur <https://softskills.unchk.sn> !

Plus d'informations : stages@unchk.edu.sn



Foo nekk foofu la



*soutenu par le programme « Réussir au Sénégal » de la (GIZ)GmbH, financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), l'État libre de Bavière et la Coopération Néerlandaise.

Plus d'informations, aller sur la page www.defaru.sn

Foo nekk foofu la





KUDOS



Nos étudiants
se distinguent

Félicitations

à Mamadou Moctar BARRY

Etudiant du Pôle LSHE* de l'UN-CHK**,
sacré champion d'Afrique de **Kung-fu wushu** à la
9ème édition au Caire, en Egypte avec 04 médailles
(**1 en or, 2 en argent et 1 en bronze**)

Catégorie senior



Foo nekk foofu la

* Lettres Sciences Humaines et de l'Education

** Université numérique Cheikh Hamidou KANE



*Proximité, Ouverture, Engagement,
Excellence, Ethique*



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



MERCI



Foo nekk foofa la

